ENGLISH PAGES : 3, 7, 11

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.net
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. XXXXIV, No. 22 *New York : Tel : (718) 812-2820;* • ***Montréal*** *(514) 321-6434;* • ***Port-au-Prince:*** *(011 509) 223-0785* • *Paris (33-1)43-63-28-10* ***28 mai - 4 juin 2014***

UNE LISTE DES PERSONNES RECHERCHÉES PAR LA JUSTICE U.S.

Des membres du régime Martelly-Lamothe dans les lunettes de l'Oncle

Au moins un membre du Cabinet ministériel mis en accusation

Environ deux mois depuis qu'*Haïti-Observateur* avait annoncé que des membres du régime Martelly-Lamothe ainsi que des proches du gouvernement rose avaient des démêlés avec la justice américaine, une première liste d'individus recherchés par les procureurs des Etats-Unis a été communiquée aux dirigeants haïtiens. Dans ce contexte, le proverbe *dife, mete pa w alatranp* ». Dans les milieux proches des procureurs fédéraux, on affirme que cette première liste ne doit pas tarder à être suivie d'une autre, puis d'une autre, et encore une autre. Car, explique-t-on, il y a plus d'une trentaine d'individus qui seraient mis en examen.

En effet, cette première liste comporte un détail particulièrement spécifique. Car le nom du haut fonctionnaire à qui elle a été présentée y figure en premier. Il s'agit, apprend-on, du ministre de la Justice et de la Sécurité publique, Jean Renel Sanon.

L'offense pour laquelle M. Sanon serait concerné n'a pas été explicitée. Toutefois on a appris que, dans le cadre de cette initiative, les individus recherchés par la justice américaine seraient accusés de trafic illicite, de corruption et de

Suite en page 13

ABSENCE REMARQUEE DE LA FUTURE PREMIERE DAME À HENFRASA

Martelly lance officiellement la campagne de Lamothe à la présidence

Cette affiche géante placée en début de semaine et payée à même les fonds publics auréole le candidat Lamothe et le président Martelly.

(Collaboration spéciale)

Michel Martelly a finalement consenti à céder sa place à son actuel Premier ministre, Laurent Salvador Lamothe, lors d'une manifestation partisane tenue le 23 mai dernier à Delmas 33. Vociférant des propos désobligeants à l'endroit des membres de l'opposition et allant finalement jusqu'à les décommander à l'auditoire pour les prochaines joutes, le président n'est pas allé par quatre chemins pour annoncer la couleur. « *Si vous voulez la continuité dans des programmes comme celui-ci (Ti manman cheri), il faut voter pour celui que j'aurai désigné* ». Et d'un coup, il pointa son index vers le Premier ministre Laurent Lamothe, sous une salve d'applaudissements. À un certain moment, il s'adressait vraisemblablement au sénateur Dieuseul Simon Desras, pressenti comme présidentiable, « *fò n pa vote pou moun ki pat vote lwa budjè a, moun sa yo ki ampeche pwofesè yo touche, ki ampeche polisye yo touche. Na p vote pou yon neg map choisi. Sila a ki devwe pou kòz peyi-a, e*

Suite en page 2

TENTATIVE INFRUCTUEUSE POUR TRANSIGER AVEUGLÉMENT LES FONDS COLLECTÉS EN DIASPORA

Source de corruption, le « Fonds national de l'éducation », n'existe pas

L'armée souffrante des démunis attend Ti manman cheri, qui tarde à faire son apparition dans cette artère de la capitale. Sur la photo, on remarque le regard inquiet d'enfants et d'adultes qui doivent composer avec la misérable pitance que leur consent un gouvernement incapable de répondre à leurs desiderata (photo Mirabel).

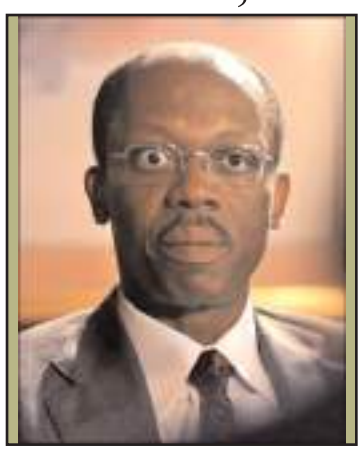
(Collaboration spéciale)

Le gouvernement Martelly/Lamothe vient de perdre la couverture officielle qu'il cherchait à obtenir dans l'utilisation illégale du Fonds national de l'éducation (FNE) avec le vote du budget 2013-2014 par le Sénat de la République. S'il faut comprendre, la logique gouvernementale constitue à tenter de prostituer le rétablissement d'un état de droit en Haïti. Cette nouvelle, pour le moins embarrassante, a été confirmée par le ministre des Finances, Marie Carmelle Jean-Marie, qui assimile ce vote à une loi. Celle-ci, qui forme un tandem

Suite en page 9

LA ROUE DE LA JUSTICE TOURNE LENEMENT, MAIS SÛREMENT

A Paris, Amaral Duclona, chef de gang proche d'Aristide, condamné à 25 ans de réclusion



Jean-Bertrand Aristide; et Amaral Duclona lors d'une audience sur sa déportation vers la France, à Santo Domingo, République dominicaine en 2009.

L'ancien chef de gang de Cité Soleil, qui était considéré comme le bras armé de l'ex-président Jean-Bertrand Aristide, a été trouvé coupable de l'assassinat d'un citoyen français d'origine haïtienne, aux Assises criminelles de Paris. Suite à sa condamnation, il écope de 25 ans de réclusion. Amaral Duclona, 34 ans, serait, jusqu'à nouvel ordre, le premier kidnappeur-assassin à être jugé et condamné pour les crimes liés aux enlèvements et assassinats qui ont marqué la période post-Aristide. L'Opération Bagdad déclenchée après la chute d'-Aristide, en 2004, a semé le

Suite en page 3

Journal du 28 mai - 4 juin 2014 :HO 5/28/14 5:28 AM Page 2

ABSENCE REMARQUEE DE LA FUTURE PREMIERE DAME À HENFRASA

Martelly lance officiellement la campagne de Lamothe à la présidence

Suite de la page 1

La marche à la présidence de Laurent Lamothe avait déjà débutée

Le président Martelly aura choisi une ambiance de kermesse, le deuxième anniversaire de « Ti manman cheri », programme fétiche instiguée par sa seconde moitié Sophia Saint-Rémy Martelly, pour proclamer son choix. Des centaines de « *bénéficiaires* » de ce programme social, conçu pour les démunis, étaient acheminés à Delmas 33, dans la grande cour du complexe sportif Henfrasa, pour acclamer le président et sa clique dans le pur style des duvaliéristes. Bien sûr, des victuailles les attendaient sur les lieux afin de mousser les acclamations dirigées de main de maître par des subalternes. D'emblée, M. Martelly fustigea ses adversaires de l'opposition et manda l'armée souffrante des « *bénéficiaires* » de « Ti manman cheri ». Pourtant, la marche à la présidence de Laurent Lamothe avait débutée depuis quelques mois. Délaissant « Gouvenmanan lakay ou » où il avait été conspué à la ville de Jérémie, M. Lamothe prend ses aises à la capitale et ses environs. Si ces dernières semaines il faisait des visites de courtoisie aux différentes entreprises du Parc industriel et du secteur d'affaires, lundi dernier (26 mai), il était aux Entreprises Deschamps. Une façon de mesurer sa popularité alors qu'il occupe encore la primature.

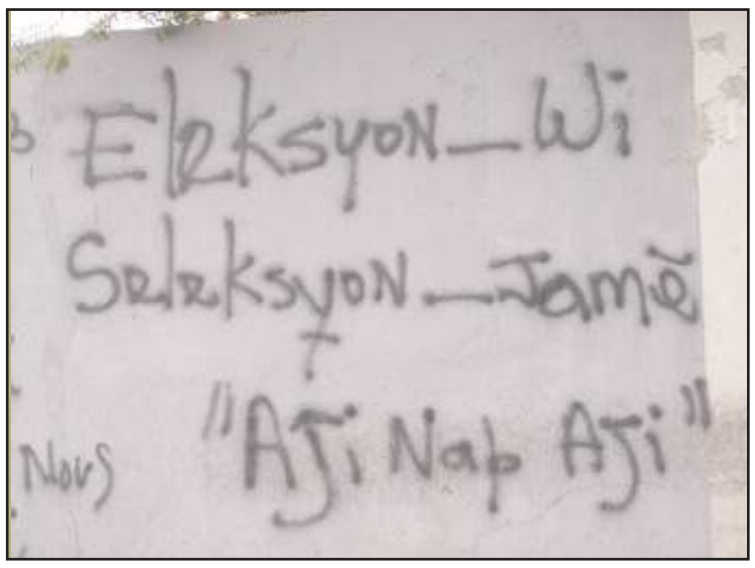
Michel Martelly (au centre) et Laurent Lamothe à la fête commémorative du programme Ti-manman cheri.

Le sénateur Jean-Baptiste Bien-Aimé réclame la démission du Premier ministre

Considérée comme un accroc à la pratique politique, telle que manifestée dans toutes les démocraties, la campagne présidentielle du Premier ministre Laurent Lamothe, menée alors qu'il occupe encore la primature, est très mal vue dans les milieux politiques haïtiens. Le sénateur du Nord-Est, Jean-Baptiste Bien-Aimé, fut l'un des premiers à dénoncer cette anomalie qui lui donne une longueur d'avance sur ses éventuels concurrents. « *On ne saurait avoir à la tête de la primature un candidat à la présidence* », a-t-il avancé, avant d'annoncer que le Premier ministre sera interpellé sur la question.

Avec une campagne prématurée, Martelly voudrait-il saboter Laurent Lamothe ?

Des divergences, provenant notamment de l'entourage immédiat du premier mandataire, laissaient parfois craindre le pire. Miné par les intempestives démarches de la première dame, Sophia Saint-Rémy Martelly, le président vacillait sur ses véritables intentions. Des mesures coercitives, à l'intérieur même du clan Lamothe, montraient clairement que celui-ci n'était pas disposé à se laisser marcher sur les pieds. Ses principaux conseillers avaient déjà pris les devants en formant un bouclier contre les tentatives musclées du clan Saint-Rémy, en guerre ouverte depuis l'incarcération de Sonson Lafamilia à la prison civile de la Croix-des-Bouquets. Mais, le linge sale se lavant en famille, il apparaît clairement que l'animosité, voire les nuages qui s'amoncelaient entre les deux hommes, s'est dissipée (sans doute temporairement) dans l'allégresse des festivités du deuxième anniversaire de « Ti manman cheri ». Mais, nul ne connaît, pour l'instant, quel pion aura guidé le président pour designer Laurent Lamothe en tant que candidat officiel prématurément. Joueur invétéré de poker, le président Martelly prend toujours des risques énormes dans ses choix. Plusieurs de ses conseillers soutiennent la fragilité d'un Laurent Lamothe, pur crétin dans les manœuvres politiques, certes, mais habile quand il s'agit de gagner avec l'espèce sonnante.



Ici, la population rejette l'idée qu'il y ait une sélection en guise d'une vraie joute où le meilleur l'emporterait.

L'ex-ministre de l'Intérieur, Thierry Mayard-Paul, est acclamé président en 2016. On le dit très fort dans les bidonvilles, dans certains milieux politiques traditionnels et surtout de la bourgeoisie.

Sophia Saint-Rémy Martelly joue au « Qui perd, gagne »

L'absence remarquée de la future première dame de la république, la rutilante Petra Nemcova, dans les jardins de la Henfrasa, bouillonne la grande société des hauteurs de la capitale. On la voyait main dans la main avec celui qui partage sa vie depuis belle lurette et, au moment où l'homme du destin arrive au firmament de l'histoire, son absence se fait sentir, au point de peser comme une fatalité inéluctable. Dans tous les cas, le président Lysius Félicité Salomon accédait à la présidence de la « première république noire du monde » dans les bras d'une citoyenne de la France éternelle.

Le baromètre de la politique haïtienne se mesure actuellement avec les messages inscrits sur les murs de la capitale et ses environs. Dès l'annonce de la candidature de Laurent Lamothe à la présidence de la République, apparaissait le nom de son rival potentiel en très bonne posture. Parallèlement, la première dame et son époux prenaient pour leur rhume sans que les peintres en bâtiments du ministère de l'Intérieur n'aient le temps de les effacer de la vue de nos concitoyens. Dans les couloirs du Palais national, il se répète qu'avec l'appui ferme de la première dame, et de son puissant clan familial, l'ex-ministre de l'Intérieur, Thierry Mayard-Paul, sera de la course. Il serait très fort dans les bidonvilles, dans certains milieux politiques traditionnels et surtout de la bourgeoisie, nous-a-t-on prévenus. Cette dernière composante, qui ne pardonne pas certaines humiliations (taxations éhontées, harcèlement à la douane et passe-passe intempestif aux postes frontaliers), iraient jusqu'à sacrifier les liens tissés dans la réalité des choses avec l'ex-chanteur de compas direct. Thierry Mayard-Paul offrirait des garanties de continuité du pouvoir rose (Ti-Rouge) que l'actuel Premier ministre ne comprend pas encore, après plus de deux ans à la Villa d'accueil.

Depuis l'entrée officielle du Premier ministre Laurent Lamothe dans la course à la présidence, la première dame et son époux prennent pour leur rhume (toutes photos Mirabel).

En attendant, la partie de bras de fer qui s'annonce avec l'entrée officielle de Laurent Lamothe dans la course à la présidence ne serait que la pointe de l'iceberg. D'autres larrons, et pas des moindres, rentreraient également dans ce panier de crabes. Le Ppalais national pourrait vraisemblablement annoncer d'autres couleurs, au cas où Lamothe serait mal vu dans l'arrière-pays qui, depuis l'élection de Dumarsais Estimé (1946) et même à l'« *élection* » de François Duvalier, en 1957, joue un rôle prépondérant pour pousser la roue de l'histoire. Plus près de nous, ne seraient-ce pas la cité d'Antoine Simon et sa périphérie qui charriaient tout le pays dans le sillage de l'actuel président ?

Créole Plate Inc.

Take Out & Catering

We serve
a
delightful array of dishes for
Breakfast, Lunch and Dinner

Located Next to MERRICK LAUNDROMAT
AT
233-06 Merrick Blvd. (between 233rd St. & 234th St.) Phone: **718-341-8566**

Journal du 28 mai - 4 juin 2014 :HO 5/28/14 5:28 AM Page 3

HEALTH NUGGETS FOR SMART PEOPLE

Did You Know?

Volume 2, Issue 36

By Garry Emmanuel

Aloe Vera is a natural medicine for many ailments, and it is useful for both *external* and *internal* use.
Medical researchers have discovered the following health benefits of Aloe Vera:

Immune function and cancer tumors
Scientific research shows strong immunomodulatory and anti-tumor properties for Aloe Vera polysaccharides. The gel helps boost immune system function while destroying cancer tumors. One study published in 1995 in the journal *International Immunopharmacology* showed that Aloe Vera polysaccharides exhibited potent macrophage-activating activities, including producing increased volumes of nitric oxide (which has anti-tumor potential.)

Anti-inflammatory
Using aloe topically is well known to ease inflammation of joints, thus reducing arthritis pain. Aloe can also be used internally to reduce inflammation throughout the body from the inside out. People who drink Aloe Vera for two weeks typically begin to experience a significant reduction of inflammation.

Health
Aloe is one of the most widely used ingredients in high-grade skin care products. Aloe soothes the skin, hydrates it, nourishes it, and accelerates the regeneration of new tissues. (In fact, simply removing the gel from a living Aloe Vera leaf and placing it on your face is far superior to even the most expensive eye cream or skin care product on the market.) Aloe Vera also enhances skin health when used *internally*.

Blood sugar
Diabetic patients who take Aloe Vera for 3 months experience a significant drop in fasting blood sugar levels. They also exhibit lower cholesterol levels. Numerous clinical studies have been published that demonstrate Aloe Vera's anti-diabetic properties. Since Aloe Vera reverses "sludge blood" and boosts circulation to extremities, diabetics suffering from peripheral neuropathy (hands and feet going numb) are likely to benefit strongly from Aloe Vera supplements.

Cholesterol and triglycerides
When used internally, Aloe Vera gel improves the quality of the blood and helps rebalance the blood chemistry. It lowers cholesterol and total triglycerides in people with elevated levels. Researchers claim that it is much safer to use Aloe Vera than certain pharmaceutical drugs, which may have extremely harmful negative side effects while depleting the body of nutrients, such as CoQ10.

Joint and muscle pain
Aloe Vera works when used both internally and externally. It reduces overall inflammation. Of course, if you continue eating a pro-inflammatory diet (red meat, milk, sugar, white flour, fried foods, etc.,) then you will never get rid of all your inflammation with the gel alone. However, Aloe Vera can help ease your pain while transitioning to a healthier lifestyle that eliminates the inflammation for good!

Antioxidant effects
Aloe Vera makes vitamins C, E, and other antioxidants work better. It actually potentiates antioxidants, probably due to its effect on enhancing blood quality and allowing blood to more effectively transport oxygen and nutrients to the body's cells. In fact, **Aloe Vera makes everything nutritious work better** due to its blood-enhancing effects. It can also potentiate anti-cancer herbs, helping them more effectively target tumors. Aloe Vera actually contains advanced biochemical technology built by Mother Nature, and it is 100% compatible with the human body. All you have to do to experience this technology for yourself is to eat Aloe Vera gel!

Acid reflux disease
Acid reflux is not really a disease. The drug companies, however, just call it that to convince everyone to take medications to ease the symptoms. All you probably need is Aloe Vera. If you consume Aloe Vera on a regular basis, your heartburn symptoms will vanish within a few days. Of course, it would help if you would stop eating fried and processed foods altogether.

Radiation cancer treatments
For those who have undergone radiation cancer treatments, applying Aloe Vera topically to the radiation area will rapidly accelerate the healing process. Aloe Vera consumed internally will also help heal radiation burns.

Detoxification
According to recent medical research, Aloe Vera is one of the best body cleansers. It contains 3 powerful amino acids which remove toxic substances from the liver, stomach, kidneys and bladder. These amino acids cleanse these organs, therefore increasing efficiency in the body.

Side effects of drinking Aloe Vera juice
It is recommended that you drink no more than two to four ounces a day of Aloe Vera Juice. That is the required amount for maintaining health. If you take more, you can experience side effects, such as liver dysfunction, nausea, and allergic reactions. However, if you adhere to the recommended amount per day, you will see the wonderful benefits of this amazing plant.

The challenge: If you want to enhance your health and live healthy, perhaps it is time to consider including Aloe Vera in your diet. So in the end, as with everything else, what you do with this information is as always up to you. But do remember that your health is the most precious asset you have. It is up to you to choose how to preserve it. Let us start today *an Aloe Vera diet awareness campaign* for a happier, healthier, stronger, and richer 2014!

Food for Thought: ***"Your daily choices determine the quality of your health. Your lifestyle reveals your choices."***
Disclaimer: The information contained in *Health Nuggets for Smart People* is for general information or entertainment purposes only and does not constitute professional health advice. Please contact your personal physician or an independent health professional for advice regarding your specific situation.
Published: May 28, 2014

LA ROUE DE LA JUSTICE TOURNE LENEMENT, MAIS SÛREMENT

A Paris, Amaral Duclona, chef de gang proche d'Aristide, condamné à 25 ans de réclusion

Suite de la page 1

e deuil au sein des familles haïtiennes et introduit un climat d'insécurité générale qui, le plus souvent, déborde les forces de sécurité du pays.

Bien que l'ex-chef de gang de Cité Soleil soit soupçonné de tremper à de nombreux crimes, voire d'exécuter des personnes indiquées par le pouvoir d'Aristide, le procès qu'il vient de subir concerne surtout l'homme d'affaires Claude Bernard Lauture, en janvier 2004, à Port-au-Prince, quelques semaines avant la chute d'Aristide et son départ pour l'exil, d'abord, à Bangui, République centre-africaine; puis une résidence de huit ans en Afrique du Sud, après un séjour de quelques semaines à Kingston, Jamaïque.

La femme de Claude Bernard Lauture avait porté plainte en France contre Amaral Duclona, qui était recherché par la Police haïtienne alors qu'il bénéficiait de la protection de la présidence. De toute évidence, bien côté auprès d'Aristide, il trouvait protection auprès des anciens proches d'Aristide recyclés naturellement dans le régime de Préval.

Sur l'insistance de la France, l'enquête menée sur l'assassinat de Lauture devait mettre les policiers haïtiens sur la piste de Duclona, qui était effectivement recherché par la Police au moment où ses protecteurs s'arrangeaient pour éloigner de sa piste les policiers qui prenaient leurs responsabilités au sérieux. Des policiers intransigeants, accompagnés d'agents français, qui traquaient également le chef de gang, étaient toujours aux trousses de l'intéressé. Toutefois, même quand il était dangereusement coincé par les forces de l'ordre, Amaral Duclona parvenait toujours à s'en tirer. On apprenait que ses « *protecteurs du Palais national* » volaient toujours à sa rescousse. Selon l'aveu qu'il aura fait par la suite aux autorités policières dominicaines, avant son expulsion vers la France, ses «*amis* » envoyaient l'arracher aux poursuites de la Police et des agents français dans des véhicules blindés. Au fait, au cours de son interrogatoire par les policiers dominicains, Duclona a avoué qu'il passait souvent la nuit chez la sœur de l'ex-président Préval lorsqu'il courait des risques d'être intercepté par des policiers haïtiens escortés d'agents français.

En prison en France depuis plus de cinq ans

Amaral Duclona avait fini par comprendre qu'il courait un grand risque d'être appréhendé par la Police un jour ou l'autre, en dépit de la protection dont il bénéficiait auprès de ses amis du Palais national. Aussi avait-il décidé de se réfugier en République dominicaine. Selon toute vraisemblance, les policiers du pays voisin avait fini par savoir quel « *gibier* » se trouvait dans leurs murs. La Police dominicaine fit une descente dans la station balnéaire où Duclona avait pris refuge et le mit en état d'arrestation. Sa cavale avait duré plus de cinq ans.

Identifié comme Amaral Duclona, il fit savoir aux autorités dominicaines qu'il s'appelait Berthone Jolicœur. Et ses amis au pouvoir lui avaient pu délivrer un passeport sous ce nom. Il fut expulsé vers la France, après plusieurs mois de prison en France, en attendant que la justice dominicaine décidât de son sort. Finalement un juge rendit un verdict d'expulsion contre le chef de gang, agréant du même coup la requête d'extradition qu'avaient formulée les autorités judiciaire françaises.

L'extradition de Duclona fut réalisée dans le cadre de l'enquête menée par la police française sur l'enlèvement suivi d'assassinat d'Henry Paul Mourral, alors consul honoraire de France au Cap-Haïtien. M. Mourral, qui avait fait un voyage à Port-au-Prince, à bord de son véhicule, fut intercepté au niveau de Cité Soleil, en été 2004.

D'aucuns affirment qu'il a été mis à mort par les « *chimères* » d'Aristide, en guise de représailles pour le rôle qu'avait joué la France dans la chute d'Aristide et son exil à Bangui où les militaires au pouvoir allaient l'assassiner.

L'homme d'affaire Claude Bernard Lauture, qui serait le neveu de Gladys Lauture, une proche d'Aristide, fut pris en otage le 6 janvier 2004, lorsque le véhicule dans lequel il circulait fut intercepté par d'autres dans lesquels se trouvaient des hommes lourdement armés, un peu plus d'un mois avant le chute du prêtre défroqué. Il avait informé sa famille au téléphone que ses ravisseurs demandaient une rançon de 100 mille $. Pour des raisons inexplicables, cette somme n'a jamais été payée et le cadavre de M. Lauture fut retrouvé à Cité Soleil le lendemain. D'aucuns laissent croire qu'il n'était jamais question de collecter une rançon pour cette victime. Dans un tel cas, la thèse soutenue par la veuve de Claude Bernard Lauture, Marie-Louise Michelle, se révèle très pertinente.

En effet, Mme Lauture (qui n'est pas Gladys) a souligné que son mari a été exécuté sur ordre d'Aristide parce que M. Lauture soutenait le mouvement des GNBistes.

La veuve de la victime a déclaré à l'audience qu'elle avait la certitude que le kidnapping de son marie, qui avait rallié le « Groupe des 184 » que dirigeait Andy Apaid, avait été « *télécommandé* » par l'ex-prêtre-président Jean-Bertrand Aristide. Selon elle, son défunt mari a été simplement « *exécuté par Duclona* ».

Cette thèse est également soutenue par l'avocat général, Me Philipe Courroye, qui a affirmé : « *Le mobile politique est évident* ». Il en veut pour preuve l'absence de négociation par rapport à la rançon réclamée par les kidnappeurs. « *Quand on a enlevé Claude Bernard Lauture, on savait déjà qu'il ne retrouverait pas sa famille* », a ajouté M. Courroye.

S'adressant aux membres du jury, l'avocat général s'est prononcé en ces termes : «*Votre verdict devra avoir une portée exceptionnelle* ». Me Courroye devait ajouter : « *Il devra sanctionner la dangerosité de cet homme, chef de gang sanguinaire. Et, par-delà les frontières et les océans, adresser un message fort à tous ceux qui méprisent la vie, leur dire que tôt ou tard, arrive l'heure de la justice et qu'ils devront répondre de leurs actes* ».

De son côté, la défense avait plaidé l'acquittement de Duclona, en faisant valoir les « *les manquements et faiblesses de l'enquête de la police haïtienne* » sur laquelle se reposait l'instruction du dossier par la police française. Elle a mis l'accent sur « *l'absence de témoins clefs haïtiens*», qui n'ont pas répondu à leur convocation.

Réfutant l'argument de la défense, Philippe Courroye a souligné que le dossier a apporté « *des preuves accablantes et irréfutables* » établissant au-delà d'aucun doute l'implication de Duclona dans ce triple crime. Il a également fait ressortir qu'il ne fait point de doute que « *l'ombre du pouvoir de l'ancien président Aristide plane sur cet enlèvement, le gang de Duclona étant son bras armé* ».

Dans le monde juridique, à Paris, des experts estiment que le dossier de l'assassinat de Claude Bernard Lauture n'est pas encore fermé. Car il faut aller au fond des choses afin d'établir les responsabilités de l'ex-président dans ce crime. Cela pourrait prendre du temps, fait-on remarquer, mais il y a fort à parier que des procureurs français vont se pencher sur le dossier.

Journal du 28 mai - 4 juin 2014 :HO 5/28/14 5:28 AM Page 4

DÉVELOPPEMENT PERSONNEL

Le viol de la vie privée d'autrui

Par Rosie Bourget

Tout être humain possède des droits et libertés intrinsèques destinés à assurer sa protection et son épanouissement. Toute personne est titulaire de droits fondamentaux tels que la liberté de conscience, de religion, d'opi-

Rosie Bourget

nion, d'expression, de réunion pacifique et d'association. Personne n'a le droit de pénétrer chez autrui ni d'y prendre quoi que ce soit sans son consentement exprès ou tacite. Il y a atteinte à la vie privée lorsque des renseignements personnels sont recueillis, conservés, utilisés ou divulgués de façon contraire aux dispositions de la loi. Quand quelque chose est dit « *privé* » pour une personne, cela signifie généralement qu'à cette chose est rattachée des sentiments spéciaux et personnels.

Révéler des éléments se rapportant à l'intimité d'une personne comme sa vie personnelle et familiale (ex : vie sentimentale ou sexuelle, son état de santé, sa vie familiale, son domicile, ses opinions politiques, religieuses ou philosophiques, son orientation sexuelle, son anatomie, son intimité corporelle...) ; intercepter ou utiliser volontairement une communication privée (ex : réacheminer un courriel qui nous est destiné à d'autres personnes sans l'autorisation de l'expéditeur) ; capter ou utiliser l'image ou la voix d'une personne lorsqu'elle se trouve dans des lieux privés ; surveiller sa vie privée par quelque moyen que ce soit ; utiliser son nom, son image, sa ressemblance ou sa voix à toute autre fin que l'information du public… Ces actes peuvent constituer des atteintes à la vie privée, s'ils sont faits sans le consentement de la personne.

Tout le monde a droit au respect de sa vie privée et familiale, sauf dans les cas et à conditions fixées par la loi. Mais votre vie privée est-elle réellement privée ? Certes, grâce à l'usage de l'ordinateur et d'internet les entreprises et la fonction publique peuvent mieux vous fournir des services de qualité. Cependant, cette avancée technologique comporte quelques sacrifices, en dévoilant des informations personnelles et en renonçant à bien des égards à votre vie privée. Dans une société qui a introduit l'internet, les cartes d'identité électroniques, les cartes de paiement, les caméras de surveillance, les GSM et les GPS, il est possible d'enregistrer vos moindres faits et gestes. Ce que vous achetez à l'aide de votre carte de paiement, l'endroit d'où vous appelez avec votre GSM, d'où vous utilisez votre GPS, les sites web que vous visitez. Bref, tout ce que vous faites peut être retracé.

Néanmoins, l'information qui est volontairement partagée peut être volée ou utilisée à des fins criminelles, allant même jusqu'à mener à une usurpation d'identité. Par ailleurs toutes les informations permettant d'identifier une personne (telles que le numéro de sécurité sociale) font partie de la vie privée.

Nul ne peut ignorer que l'Internet est un excellent outil de travail et de partage. Cependant, son utilisation amène parfois à la violation de droits fondamentaux, comme la vie privée. La protection des données relatives à la vie privée se trouve menacée par Google et Facebook car d'abord, près de la moitié des employeurs révèle avoir recouru à Internet pour trouver des informations sur les candidats à l'embauche. Ensuite, ils avouent avoir éliminé certains candidats en raison des informations (comme des photographies) ainsi recueillies. Cette pratique se révèle alors scandaleuse. Des réseaux sociaux comme Facebook, Tag, Twitter etc. présentent un danger au sein même de l'entreprise. En effet, dans une récente affaire au Québec, une compagnie d'assurances aurait recueilli des informations sur Facebook afin de déterminer si un bénéficiaire avait ou non droit à ses indemnités de maladie. En effet, la salariée d'une entreprise, en arrêt maladie pour cause de dépression depuis un an avait publié des photos qui auraient été prises dans un bar au cours d'un spectacle lors de vacances au soleil. L'assureur en cause a alors cessé brusquement de lui verser toute indemnité de maladie considérant qu'elle pouvait reprendre le travail, à en juger par les photos publiées sur sa page Facebook.

Le secret médical, s'appliquant à tous les professionnels de santé, est une obligation de discrétion visant au respect de la vie privée des patients. Il n'est pas possible à un patient de délier son médecin du secret professionnel. Cela reviendrait à faire porter une suspicion sur ceux qui ne le font pas, ce qui reviendrait à supprimer indirectement le dit secret. Par contre, le fait que la personne ait elle-même révélé des faits n'autorise pas la redivulgation de certains de ces faits. La redivulgation est soumise à autorisation spéciale, sauf lorsque la publication des faits ne vise pas à nuire et obéit à un intérêt légitime. En ce qui a trait à son orientation sexuelle, tout individu a le droit d'organiser librement sa vie sexuelle. À ce titre, l'information sur l'homosexualité rentre dans le cadre du respect de la vie privée et de la non-discrimination.

La vie privée est protégée au niveau international par l'article 12 de la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 : « *Nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes à son honneur et à sa réputation. Toute personne a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes.* » Quelques sociologues ne considèrent pas le respect de la vie privée comme une solution pour la société moderne, mais au contraire comme le problème. Jean-Paul Sartre s'est expliqué par interview n'avoir pas davantage de tabous sur la vie privée de ses amis proches : « Je ne voyais pas d'inconvénient à lire une lettre qui ne m'était pas adressée, et ne comprenais pas le moins du monde qu'on pût s'en formaliser », expliquait-il.

Dans la vie politique, la vie privée est souvent mise en avant par les hommes politiques pour cacher ce qui pourrait nuire à leur carrière. On a vu ainsi des dirigeants mener une politique homophobe en étant eux-mêmes homosexuels, ou plus généralement mettre en avant leur intégrité morale, tout en menant une vie dissolue. Mais certains estiment qu'on ne doit juger un homme que sur ce qu'il montre, compétence affichée ou incapacité apparente à occuper un poste.

Créée en 2003 par deux transfuges de Microsoft et d'Infospace aux États-Unis, une compagnie bien connue sous le nom « Intelius » ; par l'intermédiaire de son site internet, elle donne l'occasion à tous les internautes américains de connaître des détails sur la vie privée de n'importe quel compatriote : ses factures, ses commandes sur catalogue, ses abonnements, les enregistrements de propriété immobilière.

Moyennant un droit d'accès, Intelius retrace la vie privée (mariage, divorce, nombre d'enfants, déménagements) de la personne dont on aura entré le nom, le prénom... Par le biais d'Intelius, on peut connaître aussi son numéro de sécurité sociale, son revenu, la valeur de son bien immobilier, la surface de sa maison, le nombre de pièces et même le mode de chauffage. Une photo satellite affiche le plan du quartier, avec une fiche indiquant sa composition ethnique, le nombre de délits et de crimes qui y ont été commis, le niveau d'éducation et de revenus, pour ne citer qu'eux. Pour une somme plus élevée, Intelius propose l'historique complet de la vie d'une personne, y compris son casier judiciaire si elle en a un. En toute liberté, les employeurs peuvent consulter ces services pour connaître le profil des demandeurs d'emploi et des employés.

Même si vous êtes extrêmement prudent quant à la transmission de vos données personnelles, il est de plus en plus difficile de savoir qui, précisément, dispose de celles-ci. Vous ne contrôlez plus vos propres données et le risque d'abus est donc extrêmement important. Pour cette raison, il est sage d'analyser quelques-uns de ces aspects et de réfléchir à la manière de mieux protéger votre vie privée ainsi qu'à vos droits lorsqu'on y porte atteinte.

r_bourget@yahoo.com
MSW (Masters of Social Work)
CSW/therapist (Clinical Social Worker)

APARTEMENT À LOUER/
APPARTMENT FOR RENT

3 bedrooms, attic included in one of the bedrooms; 1 bathroom, kitchen, dining area, living room. Price: $1,500.00 negotiable. Rosedale, Queens, quiet neighborhood. Call Edzer at (718) 978-0491.

QUARANTE ET- UNIÈME SAINTE CONVOCATION ANNUELLE DE LA CROISADE ÉVANGELIQUE DE PÊCHEURS D'HOMMES
Du 12 au 25 mai 2014

Chers collègues,

Le moment est venu de nous rejoindre en vue de proclamer l'Evangile de notre Sauveur et Seigneur Jésus -Christ par une sainte réunion des frères et sœurs de différentes dénominations.

La Croisade évangélique, fidèle à sa coutume, se sent pressée par l'ultime désir de lancer un appel à la communauté haïtienne à participer à sa 41e Sainte Convocation annuelle, qui débutera le Lundi le 12 mai à 6 :00 du matin et terminera le dimanche 25 mai 2014 à 10 : 00 du soir, à l'adresse suivante : 557 East 31st Street (entre Farragut Rd & Foster Ave) Brooklyn NY 11210.

Le message se déroulera sur le thème suivant : «**Les armes spirituelles du combattant» (Ephésiens 6 :)**

Le début du service sera une journée de jeûne et de prière de 6 :00 du matin au 2 :00 de l'après – midi. Tous les autres jours, les services seront : les matins de 10 :00AM à 1 :00PM, et les soirs de 7 :30 à 10 :00PM. Différentes congrégations partageront le message de circonstance.

Du Dimanche 18 au Dimanche 25 Mai, l'évangéliste de renom international, le pasteur Apollinaire Bayoro venant de la Floride, sera le prédicateur.

Vous être tous conviés d'embarquer avec nous dans la barque de Pêcheurs d'Hommes en vue d'amener ceux qui sont perdus et sans espoir dans ce monde au Seigneur. D'ores et déjà, l'Eglise compte sur votre participation pour la pleine réussite de la grande campagne de révitalisation spirituelle de 2014.

Vos frères en Christ, Rév. Samuel Nicolas, pasteur.

Remerciements pour
Vve Marc Solis, née Félicie Féquière

Les familles Solis, Depestre, Bernard, Guillaume, Noailles, Johnson, Myers, Mathon, Pierre, très sensibles à la chaleur de votre sympathie et au réconfort de votre amitié lors du décès de leur mère, grand-mère et arrière grand-mère, Mme. Félicie F. Solis, survenu le 28 février 2014 à New York, remercient très sincèrement les parents et amis qui ont témoigné des marques de sympathie, soit par offrandes de messes, fleurs, cartes, courriels, dons, visites ou assistance aux funérailles.

Elles les prient d'agréer leur profonde reconnaissance.

Journal du 28 mai - 4 juin 2014 :HO 5/28/14 5:28 AM Page 6

Kreyòl

Yo poko wè anyen la pou y ap depale

LONJE DWÈT, SE PARAN SOUFLÈT ; EPI LÈ RAVÈT PA KA MANJE YON MANJE, LI PITO GATE L

Oklawoma Siti, Oklawoma – Nou nan Oklawoma, kote nou vin pran poul kèk konpatriyòt k ap viv nan eta peyi Etazini Amerik la. Nou te deja anpil de vil sa a ane pase. Nou retounen ankò yon lòt fwa kote nou wè anpil pwogrè ki fèt. Kote ki te devaste nan toubiyon ki te pase ki te fè anpil dega ak dezas reprann nòmalman. Se yon vil k ap bouje e pran direksyon pwogrè ak devlopman.

Nan yon peyi kote tout moun ki ladann ap met men pou travay ansanm toujou gen yon alemye, paske tout moun gen menm bi, menm aspirasyon pou byennèt kote y ap viv la. Pa gen kesyon de voye monte ni rache manyòk tankou anpil moun ap klewonnen nan zòrèy lòt pou yo fè konnen se yo menm ki bon e k ap pote chanjman reyèl la. Lè w kòmanse fè analiz lojik reyalite a, ou reyalize ke pa gen anyen k ap regle paske pa gen metòd ni plan direktè ki te kapab byen ede yo. Tout mannèv yo pote nou kwè ke reyalite a se : « *Retire kò w, ban m mete pa m* » toujou aktif nan peyi a. An Ayiti, peyi nou tout, gen yon seri sitwayen k ap aji pou kreye dezòd e pou mete divizyon nan sen nou. Yo toujou antchoupwèt pou yo ajite pèp la ki definitivman pa pran nan anbisyon san sans e san fondman. Yo tounen yoyo pou yo vire kò yo tout kote, paske yo bezwen pran woulib. Se bèl anba mò Marinèt sou Bèlè ! Moun sa yo, ki nòmalman pa gen anyen serye y ap regle pou popilasyon an men pou tèt yo ak antouraj yo, fin wè mò pou gouvènman sila a ajenou.

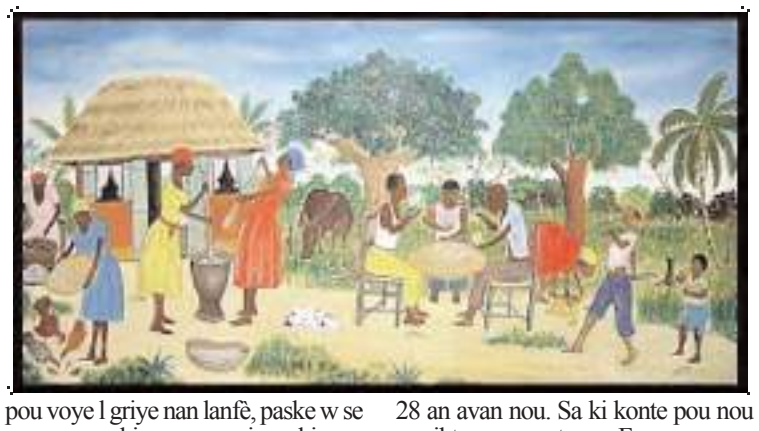
Peyi Dayiti pran nan twòp vire l 2 bò, paske swadizan lidè yo pa reyèlman konpetan nan travay yo, men yo entèlijan nan bay manti pou fasilite pozisyon yo e pou yo fè kapital politik yo. Gen anpil nan yo ki definitivman pa gen yon kote yo prale paske yo tout pa sensè ni gen yon objektif vize e komen tou. Nou gen yon peyi ki jeneralman pa fouti ede tèt li tankou tout lòt peyi. Men sosyete a ou popilasyon k ap viv anndan li mete tèt yo ansanm pou yo pote tout konkou ki genyen defason pou pwogrè a tounen reyalite. Chak bagay yo ka aplike nan sosyete a gen yon disiplin ak yon metòd pou swiv. Se nan sans sa a ke chak gwoup gen dwa evolye pou l fè travay ki nesesè pou evite derapaj.

.Peyi Dayiti pa fouti rete ap pran tout sekous sa yo nan men yon opozisyon denmèplè, djèdjè, tenmèrè, doubout,e menm rechiya, tankou tout moun di. Lè a rive pou mesye-dam yo konnen byen se yon peyi yo gen nan men yo e ke yo dwe aplike règ jwèt la san vis e san maladrès. Fòk nou ta wont pou nou wè nou klase dènye nan Karayib la aprè nou bay tout lòt peyi direksyon pou libète yo. Nou refize fè abnegasyon pou n itilize tout bon mwayen nan swiv metòd ideyal ke chak moun dwe okipe fonksyon li nan tout bon sans. Lè nou reyalize tribilasyon peyi Dayiti, nou fin pa etabli ke pwoblèm peyi a soti nan sen opozan yo ki gen yon metòd « *Krazebrize san ranplase* ». Metòd sa ap aplike depi 17 oktòb 1806, lè yo te asasine fondatè peyi nou a, ki te rele Jan-Jak Desalin. Alò nou deja wè ke bagay sa a soti nan sen nou depi byen lontan. N ap viv nan yon tan modèn, kote lasyans ap fè pwogrè moun pa menm ka imajine pou yon avansman total-kapital pou devlopman nan lemon**d** vin pi solid. Nou menm toujou rete nan tire kouto pou nou pa janm fè yon pa an avan. Yon seri de gate-pati ke anpil moun rete « *ravèt* » anpeche peyi a fonksyone. Pèp la k ap swiv yo de prè pa vle rantre nan lojik yo a, paske l remake se rantre l ap rantre nan twou pi fon avèk bann moun sa yo ki san fwa ni lwa. Yo tout pa gen respè pou pèsonn e di sa yo vle kòm si awogans te pote bon bagay nan sosyete a. Rezon ki pouse yo aji konsa se paske gen yon opozisyon ki batize « *kò san tèt* ». Opozisyon nan peyi Dayiti se yon fyasko depi lontan e pa janm gen yon jefò ki fèt pou mete l sou ray reyalite a. Nou gen opozan tout kote ki fin blanchi e koube san yo tout pa janm rive nan objektif vize a. Se sa k fè yo pa janm kapab pe. Si yo pa gen gid, se pou yo gaye tankou yon dlo ou likid ki tonbe sou yon tè. Yo mèt sote ponpe, yo fèk kare ap depale e djèdjè tou, tankou obsèvatè yo fè konnen.

Nou te rankontre kèk zanmi ki te santi yo byen anfòm pou yo te adrese èp la pou mande yo kenbe la e pou yo pa pran nan demagoji bann demagòg nan peyi Dayiti e nan dyaspora tou. Nou dwe pran konsyans tou.

Wili : Mwen toujou fè ti ekri nan tout lang pou mwen di tout bagay e pou m sa pote enfòmasyon nòmal bay tout moun ki nan nesesite pou nouvèl. Mwen pa janm fè pati moun ki nan ipokrizi ki reyèlman pa janm bon nan yon sosyete kote gen moun valab e ki konprann. Sepandan, mwen pa janm ekri yon lèt espesyal bay pèp vanyan mwen an, natif-natal, ke m renmen anpil, pou m fè yon ti koze avèk li san demagoji e san kaponnay. Mwen pa ni kandida ni yon flatè. Tou senpman, mwen se yon sitwayen tankou w k ap viv sitiyasyon nan peyi lakay.

Salnav : Si yon moun ta gen kouraj pou di w se yon flatè oubyen kandida, Bondye t ap pran moun sa byen vit pou voye l griye nan lanfè, paske w se yon nonm ki gen prensip e ki gen respè pou prensif ki etabli yo. Ou se yon senbòl e yon nonm total. Mwen apiye w e m ap pote konkou pa m tou. Ou mèt aji, mwen avèk ou nan travay sa a.



Wili : Mèsi frè m. Sa ap fè yon grap plezi. Mwen pa yon moun ki renmen deblozay ak lòbèy ki p ap janm mennen nou okenn kote. Mwen se zanmi pwogrè ki renmen siksè tankou w. Depi w gen yon ti souf pou viv, ou gen plas ou nan tout zafè peyi a. Se yon dwa ke w genyen tankou tout lòt yo e ke pèsonn pa fouti anpeche w jwi. Men pou yo kapab aksepte w nan sen sosyete a, fòk ou pa yon moun vèbal san karaktè e san diyite moral. Gen anpil nan nou ki depase limit paske yo pa gen fòmasyon ki penmèt yo aji tankou moun nan respè ak disiplin, menm si yo fè tout klas yo. Men klas fòmasyon sivik la pa vin konsa si w pa t gen tan pran l lakay ou. Anpil demagòg nan gwo enstitisyon pwouve l.

Salnav : Ou pa manti menm, Wili. Nou tout konnen byen ke se tout Ayisyen an jeneral ki fòme nasyon an e non pa yon ti gwoup tankou anpil nan nou panse. Non, se pa sa li janm ye, paske nou se yon sosyete ki gen baz e ki gen kontak avèk lòt sosyete pou fè echanj jan sa dwe.

Wili : Se sa menm, Salnav. Men ki jan nou ye, frè m ak sè m yo, nan moman nou ye la a ? Mwen konnen trè byen nou pa ta renmen vle jan nou ye la a e nou tout ki konsyan konprann byen ke tout bagay gen limit e ke pa gen anyen ki etènèl sou tè a, paske nou tout, imen ou objè, gen pou pase sèlman yon ti bout tan e retounen kote ki rezève pou nou an. Se pa mwen ki envante bagay sa a. Men se bagay ke nou tout viv e menm tande li soti nan Bib la. Pa gen manti nan sa

Pèp ayisyen pa dekouraje

Salnav : Peyi Dayiti pa t dwe nan pozisyon sa a si nou tout te pran konsyans tout bon vre e ranje koze nou nòmalman san ipokrizi ak mechanste. Nou te rive pran endepasndans nou aprè 300 an soufrans ak tribilasyon nan travay di, pi mal ke bèt. Zansèt nou yo te soufri anpil. Malgre yo te gen divizyon nan sen yo nan moman trè difisil yo te ye a, yo te fè yon antant pou yo te kolabore e pou yo te rasanble nan yon seremoni ki te ba yo direksyon ak anvi pou yo mennen batay kont kolon franse a te fè yo pase anpil mizè ak tray. Enben, tèlman yo te òganize yo pou liberasyon sa a yo anba grif mèt kriminèl yo nan kanton kote yo te ye a, san te koule e lavi te pèdi tou pou yo te rive nan kafou Vètyè 18 novanm 1803 pou te fè branch nan Lame franse a pliye ke l pou l te mande padon nan tout sans.

Wili : Se yon byen ou fè la a, Salnav. M ap ajoute tou libète sa a pa t janm yon kado ke yo te fè zansèt nou yo. Nan sans sa a, yo te pran 44 jou pou yo te reyini pou yo te fete viktwa yo premye janvye 1804. Endepandans sa a te bay anpil pwoblèm, paske l te pran anpil lòt peyi yo tan pou yo te rekonèt li. Malgre nou t al ede Ameriken nan batay pou l te pran endepandans pa l 4 jiyè 1776 oubyen 28 an avan nou. Sa ki konte pou nou se viktwa nou pote sou Franse yo pou n te sa lib avèk pwòp kouraj nou. Se te yon bèl bagay ke peyi Dayiti bay lòt nasyon yo chemen libète yo. Zansèt nou yo te rekòmande n pou n te fè linyon antre nou pou n pa divize.

Salnav : Sepandan, nou te kòmanse depi 17 oktòb 1806 pou rive jis jounen jodi a. Se malediksyon sa a ke nou ap peye, paske nou te trayi zansèt loyal e patriyòt nou yo. Depi lanmò Jan-Jak Desalin nan yon asasinasyon krapil, nou tonbe nan deblozay nètalkole, paske nou refize fè yon sèl pèp ki gen menm aspirasyon, menm tandans, menm objektif, menm deviz e menm konviksyon pou nou fòme yon sosyete djanm ki kapab fè kesyon yo nan tout sans. Nou refize kolabore e se mal sa a ki mennen nou nan kafou danjere kote nou tout do-za-do pou n pa janm regle anyen pandan ti tan sa a nou genyen pou n fè tout sa nou kapab pou nou sa rive ede peyi nou e tèt nou tou pou yon bon amelyorasyon.

Wili : Nou leve jwenn yon tradisyon ki voye nou nan tout sa k pa bon e k ap kontinye fè nou antre pi fon nan twou kowonpi a. Nou pase yon pakèt gouvènman ki reyèlman pa janm regle anyen serye depi 1986 pou rive nan chanjman reyèl ke nou t ap tann nan. Yo te vin avèk yon sèl bi, plen pòch yo e fasilite pwòch ak zanmi yo pou yo piye trezò peyi a. Lanmou pou peyi pa t janm yon reyalite pou yo. Antwan Simon, ke yo te klase pami moun sòt nan peyi a, se li menm ki bati yon seri edifis ki kanpe djanm jis jounen jodi a. Nou toujou gade moun sou aparans e se yon defo kapital ke nou dwe chanje nan lavi nou pou kapab genyen yon amelyorasyon. Alò, gen anpil mechan nan sen nou ki wè bagay yon sèl kote, paske se pa yo ki la. Mateli pa regle anyen ditou nan peyi a, daprè yo menm. Se yon deklarasyon ki fo e ki pa kenbe tou. Nou obsève e wè tout bagay ke denigrèmantè yo ap di ki kontrè ak verite. Yo fèk kòmanse ap djèdjè, paske 3 zan an konble anpil vid ki te nòmalman dwe konble pandan 25 an. Yo pa manke sanwont ! Tankou yo di a, tout se ravèt ki non yo kom degoutan.

Salnav : Depi 1986, n ap viv nan yon chire pit ki reyèlman pa janm fini. Yon deblozay ki pran ekstansyon chak jou, paske lidè politik nou yo refize fè abnegasyon e yo toujou kwè se ranplase yon lòt san objektif ki konte. Yo fè anpil nan nou al krazebrize san oken objektif e nou pa janm rive okenn kote. Anpil nan pitit pèp la tonbe pou granmesi akòz de yo. Nou toujou ap fè tapaj ki fè rezilta nou fouti. Lè nou tonbe ap detwi konsa, se peyi a n ap fè fè bak, paske l ap pran nou anpil tan pou ranplase sa nou detwi yo nan kolè oubyen movèz fwa. Se pou nou mete nan tèt nou, sa nou genyen pou nou kòm byen, nou dwe kenbe l fò, paske tan an ap vin pi mal. Vagabon yo pa janm konstwi.

Wili : Bann lidè san kapasite e menm san vizyon p ap vin regle anyen pou nou, paske yo pa gen mwayen e yo pa fouti wè pi lwen ke pwent nen yo. Se yon pakèt pèdi ki pèdi nan dezòd e ki definitivman pa gen anyen y ap pote pou nou. Si nou considere « MOPÒD » ki gen pou modòd fè DEZÒD pa gen anyen serye l ap ofri e vin fè, paske lidè li yo reyèlman pa objektif e yo gen yon sèl bi « *bay panzou* » pou yo anpeche peyi a fonksyone. Se pa yo menm sèlman. Se tout lawon, kit li adwat oubyen agòch, ki rele tèt yo opozan ravèt nan yon opozisyon bòkyè, san strikti, tèt chaje e chimerik kont yon gouvènman k ap travay pou yon amelyorasyon nasyonal. Yo mèt sote ponpe, yo echwe e yo kochon nan kare damye a. N ap vin mete lòd nan dezòd yo ke tout gate-pati ap fè nan peyi a. Y ap rete nan wol yo,

Salnav : Mesye lidè avèg yo konprann ke nou tout se moun sòt, nou pa wè klè nan manèv y ap fè pou destabilize gouvènman anplas la, e nou p ap janm konprann tout bon mannèv y ap fè a pou mete divizyon nan sen nou pou n pran lari tankou moun fou ki pa gen mwayen pou panse. Yo bezwen plonje peyi a nan yon kriz san parèy kòm vagabon, gate pati e malonnèt. Majorite nan nou konprann jwèt yo tout ki kwè nan vyolans la pou n pa antre nan lojik sa a. Yo se yon bann demagòg ki pwofite fè demagoji ki definitivman ap plonje peyi a nan twou kowonpi li te twouve l depi 1986 jiska 14 me 2011. Malgre lidè yo ap fè dezòd nan peyi a, paske yo prese pou yo pran pouvwa a k ap tounen yon pwa lou pou yo akòz yo youn pa t prepare. Nan menm lojik la, nou gen yon bann palmantè teworis ki depase kad aktivis k ap twouble lapè piblik. Yo fè enstitisyon sa a pèdi tout estim li, paske yo konpòte yo kòm yon bann vagabon ou ankò yon bann machann woywoy. Pèp la viv tout bagay yo, piske se nòt l ap pran pou l pare pou bann mèsennè yo.

Wili : Ou renmake ke moun sa yo se yon bann blofè. Kidonk, kite yo fè, je nou la ap gade yo pou n rankontre yo nan chimen jennen. Gen yon pakèt delenkan ki konprann yo kapab vire lòlòj nou nan zak malonnèt yo komèt. Nou pa dwe kite yo pran nou nan kou pa konprann paske yo kanpe ankwa pou yo anpeche devlòpman peyi a. Nou deja wè tandans yo. Se gate-pati, moun ki opoze san yo menm pa gen yon altènatif pou kontrekare sa yo pa renmen. Se yon pakèt Chaloska k ap fè bri pou kaponnen lòt. Nou konn sa nou vle e si nou te pran nan vye koze kredi bann san konsyans yo t ap kontinye ap klewonnen tout lajounen, nou ta sou yon bon jan okipasyon e peyi a t ap nan tchouboum. Kòm pèp vanyan k ap swiv mouvman malonnèt bann ti kriye yo, nou p ap sede, paske viktwa a se pou nou nan tout sans. Viktwa a se pou pèp la san fay!

Salnav : Nou boude yo tout. Si n pa t fè sa, dezòd t ap anvayi peyi a. Yo di gouvènman Mateli a pa jann fè anyen

Ale nan paj 14

Artistes recherchés

Now is time to organize
Get serious about the business of dancing and acting.

Pour l'expansion de notre culture aux États-Unis, nous recherchons des artistes des deux sexes. Nous avons deux maisons respectivements à Queens, New York et à Tempa, Floride. Si vous désirez devenir une étoile brillante et une vedette charmante, inscrivez-vous dès aujourd'hui pour les cours de danse folklorique, le théâtre et la chorale. Que vous soyez amateur ou professionel, il y a de la place pour vous. Pour vous divertir encore, chaque dernier Vendredi du mois, le Club Xaragwa, une extension d'Anakawona vous attend et vous réserve quel que chose de surprenant à partir de 20 heures.

Anakawona Association, Inc. / Club Xaragwa
2935 Beach Channel Drive, Far Rockaway NY 11691
Tel.: 718-327-7454 813-416-2558
Demandez pour Ti Toutou, Judith Lamardieu et Jacques Dorcé

LA VRAIE AFRIQUE QUE JE CONNAIS/ THE REAL AFRICA I KNOW

Glimpses of Rwanda (Part 5)

Topic: Family andsocial relationships

By Réginald Barthélem

Rwanda, also known as the land of thousand hills, is one of the most rural countries in the world. Most Rwandans live in individual family compounds surrounded by banana groves and farmland. Those compounds are scattered across the hillsides. A hill is oftentimes a collection of families living on a single piece of land. This has historically been the central, social and political unit. Each hill had a chief who linked the population to the monarch. Although this system was brought to an end in the 1960s, the new administrative units have typically preserved the hill divisions. Today we will look at urbanization, food, political relations, family life, and social manners in Rwanda.

Urbanism and "villagization"

The unthinkable violence that engulfed Rwanda in 1994 destroyed its rural social structure. With millions of people uprooted from their homes, hundreds of thousands killed, and hundreds of thousands more returned from exile, Rwandan society experienced rapid social change. Most of those returned from exile chose to settle in urban areas, while most surviving Tutsis in the countryside migrated to the cities. As a result, urbanization took on a new ethnic character, even as the rate of urbanization jumped dramatically. Meanwhile, the government instituted a program of villagization in the countryside. This policy constrained peasant farmers to leave their isolated homesteads to live together in small overcrowded villages. While the government claimed that these villages were intended to facilitate the administration of social services, its opponents believed that the program was designed to facilitate social control.

Food in daily life and ceremonial occasions

Rwandan food is quite simple, with beans, bananas, sweet potatoes, potatoes, and sorghum being the most common staples. Dairy products are also widely consumed, particularly a traditional drink of curdled milk. Those who can afford to do so also eat meat, primarily beef, goat, and chicken. Sorghum and banana beers are common, as well.

Rwandans traditionally eat food in public settings only for ceremonial purposes; however, they typically eat only in the home. In recent years, the taboo about eating in public has diminished significantly. Restaurants are seen in most urban areas. While the system of clans has diminished sharply in importance in Rwanda, most Rwandans will still not eat the totemic animals associated with their clans.

Important occasions in Rwanda always involve the ceremonial consumption of alcohol and food. Full meals, however, are never served. Wedding or funeral attendees are formally served a piece of meat and usually a roasted potato. A pot of sorghum beer is placed in the center of the room with numerous reed straws. Participants come forward to partake. Calabashes of banana beer are passed through the crowd.

It is also customary to serve people food and drink when they visit a home. Refusing to partake of offered food or drink is considered a grave insult. Hosts typically sip from drinks and taste the food first before passing them to the guests to show that they are safe for consumption. Oftentimes, visitors are given food as gifts to take to their home as they leave.

Community and political leaders

With its long history of royal rule and social status divisions, Rwanda has strong hierarchical political traditions. Relations with politicians, like other social relations, are highly regulated by status roles. Common Rwandans are expected to show reverence to their politicians, whose positions give them social status. In exchange for deference and loyalty, politicians are expected to provide their constituents with services and opportunities. Political officials must in turn show deference and loyalty to their political superiors and help to create popular support for the government or risk losing their positions.

While public political relations are formal and courteous, Rwandan politics has long been an arena of clandestine plotting and intrigue behind the scenes. Numerous clans competed for power in the royal court as alliances shifted and groups sought to increase their power through spying and assassination. These traditions of political intrigue have continued under the republican regimes, in that political rivals secretly plot the downfall of rulers. Such duality can be seen even at the grassroots level, where public reverence by citizens may mask private resistance and disobedience.

Marriage and domestic unit

Marriage is considered the most basic social institution in Rwanda where the pressure to marry and have children can unbearable. Unlike in the past, most couples today choose their own mates. However, family approval is expected. Marriage across ethnic lines between Hutu and Tutsi is relatively common.

Once extensively practiced, polygamy has become unpopular, except in some rural areas. The decline in polygamy has been accompanied with a sharp increase in levels of divorce and remarriage.

Women bearing children out of wedlock were once punished by banishment or death. Although it is also relatively common, illegitimacy remains strongly stigmatized.

Rwandans view children as a sign of wealth. So bearing children is an important social duty. Rwanda has the highest rate of fecundity in the world, and Rwandan families are generally quite large. They typically live in single-family compounds consisting of several houses surrounded by a fence. Each wife (if there is more than one) usually has her own house in the compound, as do elderly parents. For the most part, the husband's extended family lives in close proximity on the same hill or on a nearby hill. The wife's family may also live nearby or may be from further away. Both sets of in-laws have important socially defined relationships with the family.

Social manners

With its long history of hierarchical social relations, Rwandan culture puts great emphasis on practices of etiquette that demonstrate respect and emphasize social rank both inside and outside the family. Within the family, chairs are traditionally reserved for men, while other family members sit on mats on the floor. Men eat first, with women and children eating after. Visitors are given the best chairs and the first choice of food and drink.

Rwandans have an elaborate system of salutation that varies depending on the relative social rank and familiarity of the greeters. Rwandans almost always shake hands upon encountering someone. When greeting someone of higher rank, a person extends his or her right hand while placing the left hand on the right arm in a sign of high esteem. Close friends and others of equal rank may embrace, holding one another by the shoulders and brushing their heads together first on one side then on the other.

Closing remarks

When it comes to parenting, the mother has the primary responsibility for upbringing of children. Her oldest brother — the maternal uncle — also plays an important part in overseeing the moral development and socialization of his nephews and nieces. He makes sure that they learn social traditions. Children are named in a public ceremony eight days after their birth.

reggiescornergcs@gmail.com

Source: Wikipedia

Published: May 28, 2014

DR. JEAN-CLAUDE COMPAS

FAMILY MEDICAL PRACTICE

255 Eastern Parkway, Brooklyn,, NY 11238

(entre Franklin & Classon Aves.)

Tel: 718-636-8291

PAIN MEDICAL CENTER

Centre de traitement des douleurs par suite d'accidents du travail ou d'accidents de voiture, ou de maladie de dos, des pieds, de l'abdomen.

Dr Jean-Claude Compas — GYNÉCOLOGIE
Maladies de la femme:
• Test de grossesse
• Avortement
• Infertilité
• Planning familial

Michena Brooks, D.P.M. — PÉDIATRIE
Maladies des enfants:
• Vaccins
• Rhumatisme
• Maladies de la peau
• Diarrhée

Philippe Lauture, M.D. — MÉDICINE
Pour toutes maladies:
• Tension artérielle
• Diabète
• Impotence

Marthe Abraham, M.D. — CHIROPRACTEUR
Maladie de la colonne vertébrale:
• Maux de tête, cou, dos
• Arthrites
• Douleur musculaire
• Douleur au niveau des os

Getachun Kifle, M.D. — PODIATRIE
Maladies des pieds et des jambes:
• Corps, ongles incarnés
• Douleurs aux pieds et aux jambes

Jean Antoine, D.D.S. — RÉHABILITATION PSYCHOLOGIQUE
Problèmes psychologiques:
• Dépression
• Anxiété

Nous acceptons :
Blue Cross, Prudential, No Fault Medicaire, Compensation, GHI, 1199

DR. KESLER DALMACY

Board Certified & Award Winning Doctor

Cabinet Medical
Lundi –Samedi: 11 AM–7 PM

Examen Physique sur écoliers
Traitements pour douleurs,
Fièvre
Immigration
Planning familial
Infection

Tumeur
Hernie
Circoncision
Tests de sang et de grossesse
Grippe

MÉDECINE CHIRURGIE
Prix Abordable
TEL. 718.434.5345 FAX 718.434.5565

Journal du 28 mai - 4 juin 2014 :HO 5/28/14 5:28 AM Page 8

DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIETE

Le dernier refuge de l'Amérique

Par Dan Albertini

Entre (). L'Europe en France vient de vivre une expérience très révélatrice pour ceux qui croient dans les vertus du FN, comme si l'on voulait jouer. Un angélisme primaire en quelque sorte quoi. Le FN a un agenda, le pouvoir à l'Elysée et, nul ne saurait lui reprocher d'être clair là-dessus. Une mauvaise conscience génératrice d'une politique xénophobe à venir. Les résultats européens du FN démontrent hors de tout doute une montée du mercure qui traduit clairement la chute du crédit politique traditionnel français. Le FN ne jouera plus aux humoristes, une fois un barème confortable atteint. Etabli. Ce n'est pas l'-Allemagne qui s'en plaindrait d'ailleurs. Mais, imaginons un instant le retour à un ancien parcours colonialiste français en Afrique. Boni Yayi, par exemple, se croyant plus intelligent que ses frères, aurait-il compris que sa génuflexion grandissante, de Sarkozy à Hollande, sera transférée directement à un FN qui gagne du terrain dans les exécutifs locaux. Demain alors, l'Amérique y a-t-elle pensé pour ce refuge au coût du sang de la 2ième ? Au Canada, n'en parlons pas. Fin de ().

ALENA, des députés

Imaginons un instant les amis de l'ALENA élus au suffrage universel sur le modèle européen, réunis en commission parlementaire continentale. *Sur le modèle européen.* Il eût fallu d'abord un consensus réel, une vision plus large que le NORAD, *un tronc commun pour répéter Bernard Landry dans un autre contexte*. Non pas parce que l'Europe est un modèle absolu, au contraire, tellement asymétrique, mais l'amitié est telle dans le trio FMI-Banque mondiale-Conseil de sécurité, que les intérêts en génèrent d'autres. La France *républicaine* a été plus loin que Maëstricht, l'Allemagne aussi. Comprenons que cela élargirait officiellement, plus que symboliquement, le bassin des consommateurs. Qui serait alors député ALENA au Canada et plus particulièrement au Québec ? J'ai en tête, en cet instant, les résultats des dernières élections générales avec les différents scandales en commission Charbonneau, avec en prime les esclandres mafieuses à la Ville de Montréal. Quel serait aussi l'intérêt canadien en comparaison à ceux américains et mexicains ? Il faudrait peut-être entendre à ce sujet l'ancien PM canadien Brian Mulroney, en l'occurrence. Accordons-lui un crédit, puisqu'il avait au moins osé avec l'ALENA. Ce n'est pas une équation de probabilité diplomatique ni de politique étrangère, mais une simulation libérale, dans le concept des globalités.

MERCOSUR, des députés

Question : Incidemment cela provoquerait-il une équation MERCOSUR similaire, soit en réponse, soit par effet d'entraînement, soit exploratoire ? Osons prétendre que l'ALENA eût produit le MERCOSUR, et que, la surveillance du Brésil par les États-Unis d'Amérique, et, la rivalité canadienne face à ce même pays servent de raisonnement pour un leadership brésilien exprimé par l'ancien ministre Celso Amorim lors de son passage à l'IISS, à Genève, en 2010. Une identité différente même si solidaire par l'économie globale. Une fois de plus, qui serait député MERCOSUR dans ces Amériques ?

CARICOM, des Députés

Evitons la répétition, car la CARICOM est un autre concept. Nous savons tous que la région est du *tiers-monde*, parrainée pour la plupart et, d'une mentalité de tributaire. *Que dira «le Blanc'» dit-on chez nous et ailleurs*. Cependant, je reviens à Haïti, non sans une certaine retenue, mais avec beaucoup de fierté dessalinienne et de longévité, quoique l'on pense. Les chicanes internes sont du domaine de l'homme, les globales aussi. La maîtrise insulaire haïtienne étant ce qu'elle est, nous pouvons facilement croire à une difficulté dans la simulation. Néanmoins, cela n'appartient plus au génie machiavélique américain de Kissinger, le Nord perd des plumes sans espoir d'en gagner à nouveau. *A moins d'un acte nucléaire !*

La fin de l'EURO député

Revenons à l'Europe et constatons la contestation au sein des nations membres, la réticence, et l'asymétrie, qui ont provoqué la crise ukrainienne. Si l'Europe implose une fois de plus, comme l'ancienne Union soviétique d'-ailleurs, fin d'un système pour une reconfiguration, l'-Amérique perdra des alliés soumis pour faire face seule à *l'empirisme* chinois qui ne cache plus son ambition de prise de possession du géant terrassé. L'Amérique n'aura plus de refuge.

Le besoin d'investir dans et pour l'avenir du marché chinois

Alors, la Chine va-t-elle se faire de plus en plus arrogante d'une puissance qui devient super, non pas dans le sens merveilleux du terme, mais plus que dissuasive, menaçante ? Il faudrait peut-être consulter DSK et, malheureusement je le dis, pour mieux comprendre ce qu'il avait découvert au FMI, pour se faire piéger dans ses petites faiblesses, au États-Unis. C'est peut-être le seul homme qui accepterait de révéler tout sur la chute américaine et sur la montée chinoise, car il n'a plus rien à perdre dans la réalité.

En guise de conclusion

Imaginons la Chine super puissance de domination mondiale incontestable. Qui et que serions-nous du jour au lendemain ? *Obama n'a-t-il pas été président du jour au lendemain !* Une étude de Dr. Gérard Kennedy Alcius, Ph.D, intitulée : « *La prostitution au Québec et en Occident* » suggère le poids économique de la légalisation de la prostitution, sur un modèle éprouvé de Duvalier en Haïti. C'est aussi à travers cette étude que l'on peut comprendre que, comme à l'époque des rois en Europe, la prostitution a été expatriée en Amérique du Nord et dans les Amériques. Des enfants y sont nés. La Chine ouverte en ce sens aujourd'hui, risque-t-elle de proposer un tel scénario ? Ou, maturé dans des officines américaine et française, puisque le comment faire s'y installe là-bas, verra-t-on le comment faire des bébés aux Chinois, pour repeupler le Continent autrement ? C'est fou, diriez-vous. Mais, quand l'on perd son dernier refuge, que ne fera-t-on pas ?

dan@danalbertini.com

MARC'S RECORD SHOP

ANNONCE

PIYAY TÈT KALE POU FINI ANE A!

GRANDE LIQUIDATION DE FIN D'ANNÉE!

MEGA SALE TO END THE YEAR!

À partir du jeudi 17 novembre 2011 à 10h du matin

Tous les CDs distribués par Marc's Record

Septentrional, Tropicana, Coupé Cloué, Roger Colas, Ambassadeur, Shah Shah, pour ne citer que ceux-là 3,99$, 3 pour 11.00$, K7 2 pour 99 cents et plus, LP 1,50$ l'unité. Tous les autres CDs: Top Vice, T-Vice,Nulook, Carimi, Djakout, Krezi Mizik, Troubadous, System Band, Tabou Combo, Black Parents, Bossa Combo, Frères Déjean, Sweet Mickey, Webert Sicot, Voudous, Religieux Noel etc.

6,99$ l'unité 3 pour 19.00$.

TOUS NOS CDs SONT DE L'ÉDITION ORIGINALE !

MARC'S RECORD SHOP

1020 Rutla.d RD, Brooklyn New York 11212

(entre East 94th Street et East 95th Street)

Tél: (718) 953-2928 ou (718)-773-9507

Pas de réponse, laissez un message

La même adresse, le même magasin depuis plus de 40 ans.

Durant la période de liquidation, notre magasin reste ouvert de 10 h a.m. à 7 h.p.m.

Tous les DVDs, Zouk, Cassave, Leila Chico, Soukous, etc. 6,99 $ l'unité.

JOYEUSES FÊTES À TOUS !

COURS de COMPUTER

CBS Computer Learning Center of Brooklyn, New York

804 Rogers Ave. Brooklyn, N.Y1 1226

For All Ages: 30-70

Pa chita lakay ap plenyen

Maten, Midi e Soua, ap di ke Peyi Etazini fini,

Men, pito Bay ko-w de tap,

Paske se aksyon ki bay Sikse

Windows: Xp Vista 7 and 8

Plus Office Technoly

M.S Wortd. Excell. Access

PowerPoint. Publisher

Ask for: SALOMON @ (347) 779-3550

E-mail: cbseafbk@ yahoo .com

- Knowledge is Power -

MAISON À VENDRE

Grande maison située à Delmas construite sur deux tiers de carreau de terre nivelée, dans le voisinage de l'église Pasteur Nérée. Zone résidentielle et tranquille. 6 chambres à coucher, 2 salles de bain, grand salon, électricité, eau, téléphone, grande cour. Option affaire : orphelinat, pension de famille ou résidence privée tout court. **Pour plus d'information, composez le 347-387-1840.**

AVIS

DE RECRUTEMENT À L'UCM

L'Univers Centre Médical (UCM) de Ouanaminthe recrute, pour compléter son équipe médicale, quatre médecins spécialistes à temps complet.

Niveau d'études

Médecins diplômés de l'Université d'État d'Haïti (UEH) ou d'une Faculté de médecine étrangère dument reconnue.

Domaines de spécialisation : Pédiatrie, Gynéco-Obstétrique, Anesthésie, orthopédie.

Niveau d'expérience

Toutes candidatures sont les bienvenues, surtout celles ayant plusieurs années d'expériences hospitalières.

Informations complémentaires

S'adapter à l'administration de l'UCM (Ouanaminthe).

Pour postuler à ces offres, nous vous remercions de bien vouloir nous adresser vos candidatures par e-mail, tout en tenant compte de nous présenter vos délais de disponibilité. Dès réception, un de nos consultants vous contactera en toute confidentialité.

E-mail: huguesbastien@yahoo.com

jodumay@yahoo.com

Mobile: 3768-9866

Pour l'UCM :

Dr John Nelson, neuropsychopharmacologue, nutritionniste, biochimiste, professeur des universités.

Journal du 28 mai - 4 juin 2014 :HO 5/28/14 5:28 AM Page 9

TENTATIVE INFRUCTUEUSE POUR TRANSIGER AVEUGLÉMENT LES FONDS COLLECTÉS EN DIASPORA

Source de corruption, le « Fonds national de l'éducation », n'existe pas

occulte avec le ministre de l'Éducation nationale, Nesmy Manigat, crie victoire sur tous les toits en faisant valoir que le FNE le devient en étant intégré dans la loi sur le budget. Ignorance ou tentative de prendre pour des cons les honorables sénateurs, Mme la ministre a eu le toupet d'avancer ses prétentions qui s'inscrivent dans la tendance à transformer l'accaparement du FNE par des membres puissants du gouvernement et leurs acolytes de la famille présidentielle en une initiative noble, voire légale.

Le lessivage de la diaspora, orchestré par l'administration Martelly dès les premiers jours de son instauration, à travers des prélèvements sur les appels téléphoniques et les transferts d'argent, est l'une des vache-à-lait du gouvernement Martelly/ Lamothe. Le pouvoir est gangrené au point où, d'après les déclarations du chef suprême de la nation, les caisses publiques sont vides. Même si le président Martelly a tenté en maintes occasions d'infirmer ses propres affirmations, des retards enregistrés dans le paiement des fonctionnaires et des pensionnaires de l'État prouvent les difficultés à honorer les factures courantes. Ces prélèvements sur les appels téléphoniques se retrouvent malheureusement dans certains pays africains dont le Sénégal, où l'actuel Premier ministre possédait des intérêts précédemment à son aventure politique. D'ailleurs, trois ans de gestion de la chose publique ne suffisent pas encore au gouvernement haïtien pour acheminer le projet de loi sur les transferts d'argent et les prélèvements illégaux aux différentes branches du parlement. Tout au contraire, des moyens astucieux sont déployés pour faire accroire à la légitimité d'utiliser frauduleusement lesdits fonds.

Certains milieux financiers du pays accusent le gouverneur de la Banque centrale, Charles Castel, de connivence avec le gouvernement pour avoir alimenté illégalement des comptes sous contrôle du Palais national avec les fonds sur l'Education. Ceci, bien avant le vote sur le budget 2011-2012. De tels agissements s'apparentent à l'opacité manifeste entretenue dans l'utilisation des fonds Petrocaribe. Lesdits fonds sont totalement épongés sans que la population n'ait quelque recours pour embarrasser l'équipe gouvernementale qui risque de partir en ne se justifiant pas. Aucune mesure n'est envisagée pour leur remboursement dont la première tranche est prévue pour la fin de l'année en cours. Haïti, ou plutôt le gouvernement Martelly/ Lamothe et ce qu'il en restera, devra passer à la caisse. Le Venezuela qui, à l'instar de notre pays, est en banqueroute, a repoussé l'offre haïtienne de rembourser en nature. Le gouvernement Maduro subit actuellement des pressions qui fragilisent les largesses qui faisaient la popularité de l'ancienne administration Chavez. Il faut attendre les derniers mois de l'année pour connaître les véritables intentions du gouvernement, qui devra transiger avec ses inconséquences et faire face à la réalité du remboursement. Mme Jean-Marie aura l'occasion de montrer ses aptitudes à nager en eaux troubles. En reprenant les cornes aux Finances, pour la deuxième fois, elle agissait en connaissances de cause.

Dans les heures qui suivaient les déclarations empreintes de manœuvres du ministre des Finances, le sénateur Jocelerme Privert, président de la Commission Finances du grand corps, rejetait d'un revers de main les prétentions démagogiques du grand argentier. Il faisait ressortir du même coup que le FNE ne serait pas encore un organisme autonome de l'État, sa constitution tarde encore au Palais national et à la primature. *« Dans le budget (2013-2014), le ministère de l'Education nationale a une ligne budgétaire qui s'appelle Programme de scolarisation universelle gratuite et obligatoire (PSUGO) qui a une enveloppe de 2,3 milliards de gourdes. 800 millions sortiront du Trésor public et 1,5 milliard sortira du FNE. Le Parlement a voté pour l'utilisation de 1,5 milliard de gourdes et 800 millions de gourdes pour financer l'éducation. Mais le Parlement n'a pas encore autorisé la création d'un organisme autonome appelé Fonds national de l'éducation (FNE), la loi portant la création de cet organisme n'a pas encore été votée, le Fonds national de l'éducation comme organisme autonome n'existe pas »,* a martelé le sénateur Privert.

Depuis son retour dans les bonnes grâces du gouvernement Martelly/Lamothe, Marie-Carmel Jean-Marie s'évertue à jouer à la sainte-ni-touche. Elle doit nécessairement appliquer la feuille de route qui lui a été assignée sans être capable de freiner la gabegie administrative érigée en système de gouvernement. Son nouveau rôle de rétablir l'équilibre budgétaire contredit nettement les pratiques gouvernementales dont les dépenses restent incontrôlables. L'argent collecté au jour le jour est dépensé au jour le jour pour mettre en échec les vœux pieux exprimés dans les discours officiels. À l'heure ou nous écrivons ces lignes, le PSUGO (Programme scolaire universel gratuite et obligatoire) détient des arriérés de cinq mois, Ti manman cheri, Ede pep et d'autres projets hors de tout contrôle battent de l'aile. Quoique relégués au Fonds d'assistance économique et sociale (FAES), ces programmes sont truffés de zombis et s'écroulent sous le poids de la corruption. Aussitôt mise en selle, la ministre Jean-Marie est passée à l'offensive. Les automobilistes sont sommés de payer les trois années subséquentes pour les vignettes. On projette une augmentation des coûts de l'essence (diesel et gazoline) et de nouvelles plaques d'immatriculation « *rose* » remplaceront celles utilisées actuellement.

Spectacle qui revient à toutes les fins de semaine, le petit peuple de Port-au-Prince se concentre à certains points de rassemblement visibles, selon le choix du gouvernement. Ici, c'est devant l'immeuble qui abritait le Quartier general des Forces armées d'Haïti (photo Mirabel).

Journal du 28 mai - 4 juin 2014 :HO 5/28/14 5:28 AM Page 10

ÉDITORIAL

Les élections programmées par Martelly et Lamothe ne font pas l'unanimité

Les récentes prises de position concernant les prochaines élections faisant état des préoccupations des uns et des autres ne semblent pas trop émouvoir l'équipe au pouvoir. Car, par le truchement de ses représentants et affidés, toute catégories confondues (sans négliger le chef de l'État lui-même), le pouvoir persiste à faire des déclarations indiquant son intention de maintenir le projet de scrutin fait sur mesure pour Michel Martelly, par le biais d'un conseil électoral totalement gagné à sa cause. Les cris fusant de toutes parts invitant l'administration Martelly-Lamothe à rectifier le tir par rapport à la formation de l'organisme électoral n'étant pas pris en compte par les décideurs politiques, personne ne peut prévoir la gravité des nouvelles crises politiques que risquent d'engendrer de mauvaises élections. Le pays ne s'étant pas toujours remis des ignominies et des soubresauts que celles-ci ont entraînés, au fil des ans, on peut s'inquiéter à juste titre qu'Haïti connaisse des jours encore plus sombres si le Palais national et la primature tiennent, coûte que coûte, à leur projet d'élections truquées.

En effet, les déclarations contradictoires post-El Rancho, voire nettement hostiles, venant tant de l'Exécutif que du Parlement, au cours des dernières semaines, démontrent, sans le moindre doute, que les négociations inter-haïtiennes menées sous l'égide de la Conférence épiscopale haïtienne (CEH), représentée par le tout nouveau cardinal haïtien Shibly Langlois, n'ont point jusqu'ici éliminé la pomme de discorde née du conflit électoral. Au moment où M. Martelly fait de la surenchère par rapport aux mises en place qu'il a faites en vue du prochain scrutin, les contradictions suscitées par son Conseil électoral provisoire (CEP) fait sur mesure ne cessent de s'accentuer.

Indéniablement, les efforts fournis par le cardinal Langlois et son équipe n'ont pas provoqué l'unanimité autour du choix du CEP appelé à organiser les prochaines joutes. Au fait, ils ont exacerbé les antagonismes, faisant plus d'un se demander ce que le prélat était venu chercher dans cette galère. Puisque le président Martelly n'a pas renoncé à sa stratégie consistant à imposer ses quatre volontés aux autres secteurs impliqués dans l'élaboration du scrutin qu'il dit avoir décidé de tenir avant 2014. Loin d'afficher une différente attitude par rapport à celle qui avait inspiré la formation du Conseil électoral provisoire de transition (CEPT), c'est-à-dire en faisant des choix unilatéraux de ceux qui le composaient, il persiste à fouler aux pieds les recommandations de la Constitution relatives à la formation du CEP. Certes, après l'investiture d'un conseil électoral partiel dont les membres ont été triés sur le volet directement par la présidence, le président haïtien s'applique à imposer sa créature en se faisant l'interprète des décision prises par certains secteurs de la communauté internationale exprimant leur approbation des démarches mises en train pour que des élections aient lieu en Haïti. Aussi interprète-t-il, à sa façon, les promesses de fonds faites par des pays comme les États-Unis, à titre de leur quotepart au financement des prochaines élections, comme un cautionnement du scrutin frauduleux dont aura accouché le CEP de Martelly.

Dans la présente conjoncture, rien n'autorise à penser que des élections sincères, démocratiques et justes pourront se dérouler avec un CEP fait sur mesure pour Martelly. Le débat autour de celles-ci est riche en exemples d'opposition à la manière arbitraire dont a procédé Sweet Mickey pour créer son organisme électoral privé. C'est, d'ailleurs le sujet de préoccupation de plusieurs organisations de la société civile ainsi que de la Chambre de commerce et d'industrie d'Haïti (CCIH), qui viennent de tirer la sonnette d'alarme en regard de ce qu'elles prévoient comme étant de nouvelles dérives du chef de l'État.

De fait, la CCIH ne pense pas que, tel que constitué, le CEP de sept membres mis sur pied par M. Martelly soit crédible et créé dans le respect de la Constitution. Ce qui l'a déterminée à fustiger le pouvoir en termes non équivoques. Dans des déclarations qu'elle a faites, et qui ont été citées dans l'édition du 23 mai 2014 du quotidien *Le Nouvelliste*, la Chambre de commerce et d'industrie d'Haïti plaide pour « *un CEP crédible et inspirant confiance et une loi électorale respectueuse de la Constitution en tenant compte de la situation exceptionnelle que nous vivons* ». Dans sa note diffusée à la capitale, et dont des citations sont rapportées par le même quotidien, la CCIH déclare : « *Le secteur privé ne cessera de réclamer une atmosphère sereine lui permettant de travailler. Nous devons en effet continuer d'attirer des investissements, créer des emplois, générer de la richesse, en un mot, contribuer de façon valable au développement durable de notre pays* ». En plus il recommande aux dirigeants de prendre « *les bonnes décisions au profit de la nation, ce pour permettre à ses fils et filles de progresser* ».

Auparavant, des organisations de la société civile, des organismes de droits humains, de même que des responsables religieux avaient élevé la voix pour dénoncer une situation qu'ils jugent inacceptable. Car, écrivent-ils dans une déclaration portant leurs signatures : «*Dans huit mois, c'est-à-dire au début de janvier 2015, les députés actuels et un deuxième tiers des sénateurs auront bouclé leur mandat. Il ne restera qu'un tiers du Sénat, autrement dit il n'y aura plus de pouvoir législatif, si entre-temps les élections législatives n'ont pas lieu* ».

Dans leur déclaration, les signataires lance cette mise en garde au président Martelly : « *Il n'est pas question que l'État fonctionne sans Parlement. Le temps de gouverner par décret est définitivement révolu. Il n'est pas non plus question que le renouvellement de nos dirigeants politiques se fasse en dehors des voies légales. Ce temps aussi est révolu* ».

Pour que le processus électoral soit mis en branle, deux questions importantes doivent être résolues. La Déclaration indique clairement la voie à suivre pour donner les garanties d'un scrutin acceptable et susceptible d'inspirer confiance à tous les acteurs. « *D'abord, la mise en place d'un Conseil électoral équilibré, susceptible d'inspirer un minimum de confiance aux électeurs et aux futurs candidats, à quelque sensibilité politique qu'ils pourraient appartenir. Ensuite la question du vote des amendements à la loi électorale* ».

La liste des personnalités ayant signé la « *Déclaration* » démontre à quel point la question électorale préoccupe les esprits et prouve l'universalité des demandes de rectification. Il s'agit, en effet, de Mgr Guire Poulard, archevêque de Port-au-Prince; Mgr Zachée Duracin, évêque de l'Église épiscopale; pasteur Sylvain Exantus, président de la Fédération protestante d'Haïti (FPH); Ati Max Beauvoir, Confédération nationale des vodouisants haïtiens; Rosny Desroches, Initiative de la société civile (ISC); Édouard Paultre, Conseil haïtien des acteurs non étatiques (CONHANE); Antonal Mortimé, Plateforme des organisations de droits humains (POHDH); Pierre Espérance, Réseau national de défense des droits humains (RNDDH) Jinaud Augustin, Lanse-Haïti, pasteur Pauris Jean-Baptiste Pasteur, secteur protestant; André Apaid jr, Fondation Nouvelle Haïti (FNH).

En clair, aux yeux de tous ces secteurs intervenant dans le dossier, les élections programmées par Martelly et Lamothe ne font pas l'unanimité. La bonne recette est celle formulée par la Chambre de commerce et d'industrie d'Haïti : «*un CEP crédible et inspirant confiance et une loi électorale respectueuse de la Constitution en tenant compte de la situation exceptionnelle que nous vivons* ».

HAITI OBSERVATEUR
Le monde qui pèse la gaye

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY
11435-6235
Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haiti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haiti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321-6434
12 Haiti OB Canada
12213 Joseph Cassavant
Matreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean-Claude Valbrun
13 K Avenue Faidherbe, 8t Bt Aptt. 44
93310 Le Pré ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
☐ 48.00 $ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
☐ 553,00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005,00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
☐ $73.00 US, pour six (6) mois
☐ $160.00 US, pour un (1) an

EUROPE
☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____
Company/Compagnie _____
Address/Adresse _____
City/ville _____ State/État _____
Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal du 28 mai - 4 juin 2014 :HO 5/28/14 5:28 AM Page 11

EDITORIAL

Elections scheduled by Martelly and Lamothe aren't winning unanimous support

Recent pronouncements on the next election stating the concerns of all don't seem to bother those in power very much at all. Because, through its representatives and henchmen, all social classes and political stripes combined (without neglecting the Head of State himself,), they continue to make statements indicating the regime's intention to stick to its custom-made election project for Michel Martelly utilizing an electoral board completely devoted to his cause.

Citizens are clamoring from all sides, asking the Martelly-Lamothe administration to change its approach in respect to the formation of the electoral body, but such requests are not being taken into account by policy makers. Hence, under such condition, nobody can predict the severity of the new political crises that may generate bad election. The country has never recovered from the disgrace inflicted upon it over the years. Hence, concerns are rightly being raised that Haiti will be visited by darker days if the National Palace and the Prime Minister's Office decide to hold their rigged elections project at all costs.

Indeed, conflicting post-El Rancho posture, or clearly hostile statements from both the Executive and Parliament, in recent weeks, prove beyond doubt that the inter-Haitian negotiations under the auspices of Haitian Episcopal Conference (CEH,) represented by the new Haitian cardinal Shibly Langlois, have not as yet removed the bone of contention that arose from electoral conflict. As Mr. Martelly continues to make over-blown promises about the next election, the contradictions raised by a tailor-made Provisional Electoral Council (French acronym CEP) continue.

Undeniably, the efforts made by Cardinal Langlois and his team have not produced the unanimously accepted choices for the CEP called to organize the next vote. In fact, they have exacerbated antagonisms, causing many to wonder why the prelate got himself involved in this mess. Since President Martelly hasn't abandoned his strategy of imposing his will on the other sectors involved in the organization of the election that he said he decided to hold before this year ends. Rather than display a different attitude, compared to the one which inspired the formation of the Provisional Electoral Council of Transition (CEPT,) that's to say by unilateral choice of those who composed it, Martelly continues to trample on the recommendations of the Constitution relating to the requirements for the formation of the CEP. Certainly, after the inauguration of a partial electoral council, whose members were handpicked directly by the Presidency, the Haitian president seeks to impose his creature on the other partners endeavoring to interpret the decision made by some sectors of the international community as the expression of their approval of the steps being taken to ensure that elections will be held in Haiti. As he interprets, in his own way, the promise of funds made by countries like the United States, in lieu of their proportionate share of the funding of the next election, as a guarantee of the fraudulent voting that would have organized Martelly's personal CEP.

At this juncture, there is no reason to believe that sincere, democratic and fair election can be managed by a CEP tailor-made for Martelly. The debate about the election is filled with examples of opposition to the arbitrary manner in which Sweet Mickey is proceeding to create his own private electoral body. This is also the concern expressed by several civil society organizations as well as the Chamber of Commerce and Industry of Haiti (CCIH,) which just sounded the alarm on what they perceive as new abuses by the Head of State.

In fact, the CCIH doesn't think that, as it's now constituted, the CEP of seven members (instead of 9) established by Mr. Martelly is credible and created in accordance with the Constitution, causing it to castigate the Government in no uncertain terms. In its statements, which have been quoted in the May 23, 2014 edition of the daily **Le Nouvelliste**, the Chamber of Commerce and Industry of Haiti calls for a "credible and trusted CEP and an electoral law respectful of the Constitution, taking into account the exceptional situation that we live."In statements released in the capital, of which some are quoted by the same daily, the CCIH said: "The private sector will continue to seek a peaceful atmosphere allowing it to work. Indeed, we must continue to attract investment, to create jobs, and to generate wealth, in a word, to contribute meaningfully to the sustainable development of our country."In addition it advises the leaders to "take the right decisions for the benefit of the nation, to allow its sons and daughters to progress."

Previously, organizations of civil society, human rights concerns, as well as religious leaders had raised their voices to denounce a situation they deem unacceptable, because they wrote in a statement they all signed: "In eight months, that is to say at the beginning of January 2015, the current members and a second third of the senators will have completed their mandate. There will remain only a third of the Senate, i.e. there will be no legislative authority, if in the meantime the elections don't take place."

In their statement, the signatories addressed this warning to President Martelly: "It's out of the question that the State operates without a Parliament. The time to rule by decree is over. It's also out of the question that the renewal of our political leaders is done outside of legal channels. This time is also over."

In order to launch the electoral process, two important issues must be resolved. The Declaration clearly indicates the way to ensure an acceptable vote which inspires confidence to all the players. "First, the establishment of an impartial Electoral Council, which could inspire a degree of confidence to voters and future candidates, whatever may be their political affiliations; in addition the voting on the amendments to the electoral law."

The list of personalities who signed the "Declaration" shows how much concern the electoral process is causing and proves the universality of demand for redress. The signatories are, in fact: Bishop Guire Poulard , the Archbishop of Port-au-Prince; Archbishop Zahchée Duracin, Bishop of the Episcopal Church; Pastor Sylvain Exantus, President of the Protestant Federation of Haiti (FPH;) Ati Max Beauvoir, National Confederation of Haitian Voodoo Practitioners; Rosny Desroches, Civil Society Initiative (CSI;) Edward Paultre, Haitian Council of Non State Actors (French acronym CONHANE;) Antonal Mortimer, Platform of Human Rights Organizations (POHDH;) Pierre Esperance, National Network for Human Rights (French acronym RNDDH;) Jinaud Augustine, Lanse-Haiti; Pastor Pauris Jean-Baptiste, the Protestant Sector; André Apaid, Jr., New Haiti Foundation (French acronym FNH.)

Clearly, in the eyes of all sectors involved in the case, the election scheduled by Martelly and Lamothe doesn't have unanimous support. The right formula is the one suggested by the Chamber of Commerce and Industry of Haiti, "a credible CEP which inspires trust and is respectful of the electoral law and the Constitution, taking into account the exceptional situation in which we live.end of quotes.

HAITI OBSERVATEUR
Le monde qui, pèse la gaye

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY
11435-6235
Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haiti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-prince, Haiti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haiti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321-6434
12 Haiti OB Canada
12213 Joseph Cassavant
Matreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean-Claude Valbrun
13 K Avenue Faidherbe, 81 Bt Aptt. 44
93310 Le Pré ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
☐ 48.00 $ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
☐ 553,00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005,00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
☐ $73.00 US, pour six (6) mois
☐ $160.00 US, pour un (1) an

EUROPE
☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____
Company/Compagnie _____
Address/Adresse _____
City/Ville _____ State/État _____
Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal du 28 mai - 4 juin 2014 :HO 5/28/14 5:28 AM Page 12

TECHNIQUES DE CONVERSATION

Etes-vous inconsciemment incompétent ?

Volume 2, Edition 28

Par Docteur Loren Ekroth, Ph.D. [2]

Le point focal de cet article: Le comportement des gens est lié à certaines habitudes, et celles'ci sont automatiques et inconscientes. Il est très possible que certaines de vos habitudes de conversation soient incompétentes. Autrement dit, elles ne vous permettent pas d'atteindre les résultats escomptés. Dans cet article, je vais énumérer quelques-uns des comportements émetteurs et récepteurs que je considérerais «*incompétents* ».

Des comportements émetteurs incompétents:

1. Vous parlez beaucoup sans même le réaliser.
2. Vous faites des déclarations dogmatiques qui éliminent tout point de vue contraires.
3. Vous avez la tendance à être loquace tout en laissant de côté le point clé du sujet.
4. Vous parlez vaguement tandis que vos auditeurs ne comprennent pas.
5. Vous parlez trop doucement ou vos paroles ne sont pas bien articulées.

Lorsque vous parlez, suivez la règle de platine et donnez aux autres ce qu'ils veulent et ce dont ils ont besoin. Soyez attentif aux signaux subtils qu'ils vous envoient et faites des ajustements appropriés.

Des comportements récepteurs incompétents :

1. Vous n'accordez pas pleine et entière attention en écoutant.
2. Vous ne manifestez pas d'expressions vocales et faciales.
3. Vous avez tendance à terminer la phrase des autres.
4. Vous contredisez plutôt que chercher à comprendre. «*Oui, mais ...*»
5. Vous faites semblant de comprendre sans vérifier la véracité des faits.

Pourquoi il est difficile de savoir si nous sommes incompétents :

« *La gamme de ce que nous pensons et faisons est limitée par manque d'observation. Et parce que nous sommes inconscients de nos lacunes, nous sommes incapables de changer, jusqu'à ce que nous prenions conscience combien nos lacunes influencent nos pensées et nos actions* ». — Daniel Goleman, psychologue, auteur de l'Intelligence Sociale.

Généralement, les adultes ne vous adressent pas des commentaires clairs et directs. Alors vous devez payer attention à leurs comportements non-verbaux, et ces indices peuvent être subtils et facilement passés inaperçus.

Le sous-titre d'un récent ouvrage par Desmarais et White se lit « *La façon dont les autres vous voient et dont vous êtes ignorant*». Nous tous, y compris moi, avons des zones d'ombre, qui sont vues par les autres, que nous ne voyons pas nous-mêmes.

Voici une option différente : Vous pourrez demander à des gens de confiance qui sont réputés honnêtes. Exemple: « *Parfois, je pense que je parle trop. Qu'en penses-tu, Joe ? J'apprécierais ta sincérité* ».

Remarque : Voici un avertissement : Ne demandez jamais à quelqu'un qui est réputé pour être un critique invétéré. Comme l'écrit Barbara Sher, « *Une critique cinglante ne fait jamais partie d'une critique constructive de vous. Son but n'est pas d'enseigner ou d'aider, mais plutôt de punir* ».

Vous pourrez être à la recherche de commentaires émis indirectement par les autres. (C'est toujours une bonne pratique). Et vous pourrez demander à d'autres gens, ce qui est plus risqué. Vous pourrez également participer à des groupes comme des clubs sur l'art oratoire où donner et recevoir des commentaires font partie intégrante du programme.

[1] Publié avec la permission du Dr Loren Ekroth, éditeur du Magazine *Better Conversations*. Pour ceux qui préfèrent la version originale en anglais, ils peuvent s'inscrire pour l'abonnement hebdomadaire gratuit du magazine à : www.conversationmatters.com.

[2] Docteur Loren Ekroth est un spécialiste américain en communication humaine et un expert national en conversation des affaires et de la vie sociale.

Traduit de l'anglais par Réginald Barthélemy, MBA
reggiescornergcs@gmail.com
28 mai 2014 [1]

Au début de cette année, ici en Afrique j'ai demandé à un missionnaire « *blanc* » de me donner une recommandation. Ce fut notre énième rencontre. À l'occasion, je lui ai tendu une copie de mon diplôme de maîtrise en administration publique accompagné de mon relevé de notes. Il était surpris de constater combien ma performance académique était excellente. Sans le dire à haute voix, pour lui, cela ne devrait pas être le cas, parce que non seulement je suis un « *Noir* », mais aussi et surtout d'origine haïtienne. Pour raccourcir l'histoire, il m'a dit en conclusion qu'il ne pouvait pas me donner une recommandation parce qu'il ne connaissait personne dans le milieu.

Quelques temps plus tard, il m'a invité à son bureau et m'a confié la charge de quelques projets pour le compte de son organisation religieuse. Soudainement, il devait voyager à l'étranger à cause du décès d'un membre proche de sa famille. Entretemps, je lui ai fait parvenir des compte rendus électroniques périodiques quant au progrès et à la marche des projets ainsi que des liens stratégiques que j'ai pu tisser, en son nom, avec d'autres organisations dans la communauté. Là encore, il était surpris de mes capacités intellectuelles et professionnelles. Et depuis, il ne tarissait de compliments élogieux à mon égard. J'en ai fait très peu de cas. Pourquoi ? Je les considérais comme une insulte à ma dignité en tant qu'être humain. Je n'ai jamais permis à quiconque de me définir selon la couleur de ma peau ou mes origines sociales.

Il semble que certains «*Blancs* » – pour ne pas dire la majorité – n'arrivent pas jusqu'ici à comprendre que nous sommes tous créés égaux, par le même Créateur, avec le même potentiel intellectuel, psychologique, mental, spirituel, et moral.

Postcards from Africa

The power of pro-activity: "Success is a proactive choice."

Challenge: *Show me a single person who has succeeded without being proactive, and I will show you millions who have failed simply because they were not proactive.*

One of my favorite Bible characters is the teenage boy named Joseph, the last born of the patriarch Abraham. At 17, he was sold into slavery by his older brothers due to their deep-seated hatred against him. He was supposedly the favorite of their father. He became a slave in the house of Potiphar, a high-ranking military Egyptian. Amazingly, despite his young age, Joseph was resolve and proactive. He neither argued with life nor was burdened with bitterness toward his brothers for their unthinkable injustice against him. He moved on with his life. In the house of his Egyptian master, he revealed himself to be an outstanding performer and trustworthy, well-organized, highly disciplined slave. As a result, he was promoted as steward of Potiphar's material and real estate wealth. The young Joseph provided oversight over everything, except the wife of his master.

It is said that Joseph was handsome and attractive. As a result, Mrs. Potiphar had a crush on the young slave. But Joseph was determined to remain a man of great integrity, in that he would never give in to Mrs. Potiphar's sexual advances. One day, as no one else was around the house, she grabbed Joseph's garments as to force him to lie down in bed with her. He ran away, leaving his garments behind. Rather than accepting her defeat, Mrs. Potiphar pressed a false sexual assault charge against the young slave. Furious and feeling betrayed, Potiphar sent his servant straight to jail. Joseph had many reasons to curse his destiny, but this would have been out of character for him to do. Instead of languishing in self-pity, he showed remarkable abilities as an inmate. He then came to the attention of the jail center administration who promoted him superintendent. Shortly thereafter, he effectively put his talents of a dream interpreter to the service of Pharaoh who, as a token of appreciation, nominated the former slave and inmate Joseph Egyptian Prime Minister, the second most powerful man in the country after Pharaoh.

Why am I telling you this true Bible story? This is to emphasize the point that no matter where you station in life, you still have the power to turn things around to your advantage. Playing the victim will never take you anywhere. Rather than languishing in self-pity, Joseph became proactive both in the house of his master and in the jail center. This way, he turned his minus (his life crisis or, better, his status of slave and prisoner) into a plus.

You, too, can do the same. Whatever it is that life has inflicted upon you, you can turn it around. Rather than seeing it as bad luck and feeling sorry for yourself, you can change it into a positive experience. You only need to be creative and resourceful. Remember, if life hands you a lemon, you can turn it into very sweet lemonade. The choice is yours, and the power to choose is yours. No life's circumstances are too overwhelming to overpower your ability to turn them around. William James said it so eloquently: "Our very infirmities help us tremendously." Successful people are only those who know how to turn their minuses into pluses. You can succeed in everything you want to do if you make up your mind and are proactive. *Success is a proactive choice you make, not sometimes, but every day*.

Réginald Barthélemy
28 mai 2014

AFRIQUE ACTUALITÉS

Mali : Les forces gouvernementales humiliées par les rebelles touaregs

Premier ministre du Mali, Moussa Mara, a visité, le samedi 17 mai, la région de Kidal pour apporter son soutien aux forces gouvernementales qui y sont basées. Cette visite a provoqué la colère des rebelles touaregs qui se sont battus contre l'Armée. Ils ont déclaré avoir vaincu, après six heures de combats, les forces gouvernementales qui avaient en vain essayé de prendre le contrôle de la ville du nord de Kidal. Le drapeau rebelle flottait sur les bases militaires de Kidal. Le contrôle de Kidal a été divisé entre les rebelles et le gouvernement.

Plusieurs soldats gouvernementaux ont été tués et capturés, selon le porte-parole des rebelles.

Le gouvernement a admis que ses troupes s'étaient retirées et le président malien a appelé à un cessez-le-feu immédiat. Selon des observateurs, la reprise des combats menace de compromettre les pourparlers de paix avec les rebelles touaregs qui appartiennent au Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA).

En 2012, la rébellion touareg dans le nord du Mali a déclenché un coup d'État militaire.

Le pouvoir civil a été rétabli en mars 2013 suite à une intervention militaire dirigée par les Français. Cependant, les islamistes et les séparatistes restent toujours actifs dans certaines zones. Le groupe se bat pour l'indépendance du nord du Mali.

Egypte : Hosni Moubarak est condamné pour détournement de fonds

Un tribunal égyptien a condamné l'ancien président Hosni Moubarak à trois ans de prison, après l'avoir reconnu coupable de détournement de fonds publics. Ses deux fils, Alaa et Gamal, ont également été reconnus coupables et condamnés à des peines de quatre ans.

En février, les trois ont été accusés de détourner 17,6 millions de dollars destinés à l'entretien des palais présidentiels en vue de rénover leurs résidences privées au Caire et sur la côte de la Mer Rouge, y compris une ferme familiale. Ils ont nié l'accusation et ont déclaré que le procès contre eux était « *totalement sans fondement*».

M. Moubarak, 86 ans, est également poursuivi pour abus de pouvoir et complot dans le meurtre de manifestants pendant la révolution du printemps 2011, qui l'a contraint à démissionner. Il a été reconnu coupable de la charge relative aux meurtres des manifestants en 2012 avec l'ancien ministre de l'Intérieur Habib al-Adly qui est lui-même condamné à la prison à vie.

FAITS DIVERS

Saviez-vous que l'étiquette « race noire » véhicule une connotation psychologique négative ?

HAITI OBSERVATEUR
WWW.HAITI-OBSERVATEUR.NET

MAISON À VENDRE

Position Strategique donnant sur deux rues - Propriete Fonds et Batisse situee a Petion-Ville, angle rue Geffrard et Villatte #32, mesurant 76 pieds ou 24 metres 67 centimetres aux cotes nord et sud et 30 pieds ou 9 metres 75 centimetres aux cotes est et ouest. Prix a negocier. Tel. 212-569-4068.

pakington **VICTIMES D'ACCIDENT**
Real Estate, Testament, Divorce, Entreprises
CONSULTATIONS SPÉCIALES

ILYA E. PARNAS
AVOCAT
2190 Boston Rd. (Suite 1M)
Bronx, N.Y. 10462
www.parnaslaw.com
e-mail : **ilyaparnas@gmail.com**
Tél. 718.824.8100
Fax : 718.824.4099

Journal du 28 mai - 4 juin 2014 :HO 5/28/14 5:28 AM Page 13

UNE LISTE DES PERSONNES RECHERCHÉES PAR LA JUSTICE U.S.

Des membres du régime Martelly-Lamothe dans les lunettes de l'Oncle

Au moins un membre du Cabinet ministériel mis en accusation

Suite de la page 1

blanchiment d'argent.

Les mêmes informateurs ont précisé que sur cette même liste comprend le nom de l'ancien directeur du Service de la circulation, Will Dimanche, récemment révoqué de cette fonction et placé à la Direction générale de la Police, communément appelée « *la morgue* ». Car les hauts gradés en disgrâce transférés de leurs postes y sont placés, en attendant une décision les concernant. Dans le cas de Dimanche, tout laisse croire que la Direction générale, instruite de ses problèmes avec la justice américaine, avait décidé de « *limiter les dégâts* » en le plaçant dans l'antichambre de la mise en disponibilité.

Tiko Saint-Rémy également sur la liste

Il a été révélé également que Charles (Tiko) Saint-Rémy, le beau-frère du président Martelly, serait le numéro 3 sur la liste.

À noter que le frère de la première dame avait fait le voyage aux Etats-Unis, à la fin du mois d'avril, sur l'ordre des autorités judiciaires américaines. Selon des sources crédibles, il a fait des aveux incriminant plusieurs membres du régime Martelly-Lamothe. On affirme, par ailleurs, que son passeport américain a été confisqué. Pour retourner en Haïti, il a été obligé d'utiliser un document de voyage haïtien.

Une autre personnalité intéressante placée sur cette même liste serait l'ex-commissaire du Cap-Haïtien, récemment transféré à la capitale où il devient chef de la Direction départementale de l'Ouest (DDO). Le commissaire Paraison était appelé à ce commandement, à la demande du président Martelly, qui voulait avoir un chef de poigne à cette institution afin de traiter avec les manifestants qui investissent les rues de la capitale quasiment en permanence.

Le commissaire Dimanche interrogé à propos d'une forte somme d'argent

Selon un enquêteur, qui requiert l'anonymat, les problèmes de Will Dimanche ont débuté lorsqu'il s'était présenté à une banque de Miami pour effectuer un dépôt d'un montant égal à USD 500 mille $. Dès réception de cette forte valeur, les responsables de la banque en auraient immédiatement informé un responsable de l'unité fédérale chargée de surveiller les activités financières afin de prévenir le blanchiment d'argent.

On affirme que, interrogé par les agents fédéraux concernant l'origine de ce magot, surtout dans un pays comme Haïti, Will Dimanche aurait révélé que cette valeur lui « *a été donnée* » par l'industriel Madsen.

Cet incident a immédiatement mis la puce à l'oreille des agents fédéraux, qui ont estimé avoir trouvé une bonne occasion d'ouvrir une enquête. Car, par souci d'éviter de contaminer le système bancaire avec l'argent sal, les autorités fédérales ont décidé de lancer une enquête autour de toute transaction bancaire jugée « *inhabituelle* ». Surtout lorsque le client en question n'a pas l'habitude de faire de dépôts de la taille de celui de M. Dimanche.

De toute évidence, bien souvent les enquêtes permettent d'établir que les fonds en question sont régulièrement acquis. Dans de tels cas, l'enquête est stoppée et le client invité à recevoir des excuses. Mais le cas de Will Dimanche a suscité l'intérêt des enquêteurs. Puisque, fait-on remarquer, ses émoluments à la PNH ne peuvent supporter son train de vie. Par exemple, on affirme que les enquêteurs on découvert qu'il possède plusieurs maisons à la capitale, en plus d'une résidence luxueuse en construction sur la plage.

Les agents fédéraux, qui sont toujours à fouiner dans le monde des affaires, surtout depuis après le tremblement de terre du 12 janvier 2010, ont constaté la calamité financière à laquelle se trouvent confrontés les hommes d'affaires haïtiens. Selon eux, il n'est pas facile, vu les conditions dans lesquelles les entrepreneurs haïtiens opèrent, d'effectuer des dépôts chiffrés à des centaines de milliers de dollars. Pour eux, l'expérience a démontré que la grande majorité d'hommes et de femmes d'affaires engagés dans l'entreprise légitime ne gagnent pas gros. Seul le trafic illicite offre l'opportunité de réaliser des centaines de milliers de dollars de profit.

Quelle sera la réaction de Martelly par rapport à cette liste?

Cette première liste, qui sera, sans l'ombre d'un doute, suivie d'autres, met le président Martelly dans ses petits souliers. Il va devoir décider dans le plus bref délai comment procéder pour collaborer à l'exécution de la liste.

En effet, le personnel du département de la justice des Etats-Unis placé en Haïti a reçu des instructions précises relatives au rapatriement des personnes recherchées. On affirme que les autorités américaines ont déjà exprimé leur intention d'attendre que le président haïtien fasse « *le geste que de droit* » en vue de livrer les personnes recherchées. Or cette première liste comprend des « *poids lourds* », que M. Martelly devrait hésiter à livrer aux Américains, par souci d'attirer sur lui des accusations du même genre. Car entre l'affaire Evinx Daniel, Sonson La Familia, Kiko Saint-Rémy et bien d'autres, Michel Martelly est susceptible d'être mis en cause également.

Il faut alors poser la question : le chef de l'Etat peut-il tenir tête aux Américains et refuser de livrer ses amis sans s'exposer à des questions embarrassantes ?

Journal du 28 mai - 4 juin 2014 :HO 5/28/14 5:28 AM Page 14

Kreyòl

Soti nan paj 6

wen okipe yo, paske se kri ak rèl moun ki reyèlman desespere e ki pa gen anyen pou yo fè. Kominote entènasyonal la ba yo yon bwa long kenbe e gouvènman ameriken an fè yo tout konnen pou y al dousman nan fason y ap aji. Yo fè yo tout konnen ke l p ap aksepte yon gouvènman defakto pou arefè. Li lè e li tan pou n pran konsyans defason pou n ale nan direksyon kote jefò ap fèt pou yon soulajman nasyonal. Bann volè yo!

Wili : Nou deja konnen pa gen youn nan mesye-dam yo ki gen monopòl e ki gen repondong tou. Yo tout sou blòf kòm toujou pou mete nou nan menm sitiyasyon avan 14 me 2011. Kounye a peyi a nan pi bon direksyon ke byen avan gouvènman avan yo. Kominote entènasyonal la wè pwogrè e kote lajan ki distribiye bay gouvènman sila a ki gen lanmou pwòp pou ede peyi a avèk nou. Nou dwe rele chalbari dèyè tout mèsenè yo ki konprann yo kapab kenbe peyi a nan otaj. Yon pakèt vye pwopagann ap fèt pou antrave gouvènman an. Malgre tout sa yo fè pou kreye divizyon ak kawo nan peyi a, bagay yo te espere a pa pran e yo tout pa mache tou. Wa yan ! 14 me pral fè 3 an.

Salnav : Se sa l ye menm, paske yo pa gen okenn kote y ap pase pou yo kochon gouvènman popilè a ke pèp la bay kat blanch pou dirije peyi nou pandan 5 kan. Yon bann vagabon, tapajè e mèsenè konprann yo kapab twonpe moun. N ap pare pou yo tout, kèlkeswa kote yo soti a. Kòman yo santi yo pou yo wè se nan eta panzouyis la yo vle rete, paske twò prese pa janm fè jou louvri. Bann tenmrè yo gen pou yo al `dousman, paske nou menm pèp la p ap betize avèk yo e nou dwe ba yo monnen pyès yo. Dayè, yo tout, san retire youn, san konte akolit yo, ki pa menm konnen kote pwent nen yo plase, pèdi e yo anfouraye nan toubiyon. Nou pa konnen sa yo vin chache la a.

Wili : Jodi a nou tout ki konsyan e konnen bon bagay dwe pran responsabilite nou san nou pa pè bann machann lòbèy yo ki pwonmennen ap kreye dezòd pou envestisè pa fouti rantre nan peyi a. Se yo menm ki lennmi nou, paske yo pa vle pwogrè nan peyi a. Se yo menm ki touttan nan lari ap fè dezòd pou fè kwè ke peyi a pa gen estabilite. Men, sa yo pa konprann tou ke gen anpil obsèvatè ki nòmalman panche sou aksyon nan peyi a. Ensekirite a sispann e tout moun gen mwayen pou mache e okipe aktivite yo san pwoblèm, gras a devouman gouvènman an ki gen yon enstitisyon polis djanm sou koze sekirite nan peyi a. Sa pa fè denmèplè yo plezi, paske se pwoblèm yo renmen nan peyi a pou yo sa pale anpil. Nou dwe rele tout denmèplè ak tout teworis nan peyi a :

Awouwa Pipip

A ! Byen konte
Wi, mal kalkile
Mateli prezidan
L ap dirije pou 5 kan
Kèlkeswa lèsikonstans
Li gen anpil bon sans
Miki se yon mizisyen
Mateli se yon teknisyen
Tout kote w pase
Ou reyèlman kore
Li te konn fè w danse
E w te patisipe
Pwodiksyon l te siksè
Se sa k voye l an lè
Li se chèf Deta
Jouskaske sa kaba
Ou mèt fè kont jalouzi
Nan pandye nan lari
Ou mèt pale, pale w
fè beton cho anba pye w
Jis ou tounen moun fou
Kap pipi nan kafou
Mateli pap ebranle
E li pa pran presyon, souple
Tan panzou a pase
Se pou w wè w pa ka kenbe
L ap travay pou yon amelyorasyon
Pandan w ap fè masnifestasyon
Ki pap mennen ou okenn kote
Jiskaske move tan pote w ale.
Mateli pa janm vòlè pouvwa
E li p ap pran menm nan 3 wa
Si w konprann li pwa l tonbe
W ap kontinye twonpe nètale
Viktwa a se pou pèp la
Ki refize pran lòt koutba.

Salnav : Ou pa manti. Pwezi a byen tonbe. Se sa k fè yo vle bay tout non paske gen yon travay k ap fèt nan peyi a. Yo tout sezi paske yo pa t janm konprann ke se Mateli ki ta pran inisyativ pou peyi a pran wout devlopman an. Tout vòlè, kale tèt yo gen pou yo pran konsyans, paske gouvènman Mateli/Lamòt ap fè kesyon yo pou peyi a reprann dwa gran moun li. Tout mantè yo gen pou yo fèmen bouch yo si yo gen nen nan figi yo. Se pa vre Danyèl djolè!

Wili : Gen yon pakèt malveyan k ap fè vye pwopagann ki kont yo e ki bon pou gouvènman an plas 1a ki pote laviktwa pou pwogrè a ka yon reyalite. Tout moun konstate ke gouvènman Mateli/Lamòt la akonpli anpil bèl bagay malgre bann degoutan yo di lekontrè. Gen nan yo ki tout bon pase plis ke 20 an sou pouvwa a. Yo tout pèdi tan yo nan vòlè e piye tout byen peyi a pou yo tounen millyonè. Alò se Mateli ak Lamòt ki vòlè yo. Jiska prezan pa gen moun ki kapab vin pwouve zak eskwokri mesye yo paske yo fè anpil bagay pan dan 3 an y ap gouvènen an. Si yo menm ki te sou pouvwa a te fè menm jan ak ekip aktyèl la, peyi a ta byen lwen e l t ap byen mennen tou. Yo mèt kontinye fè pwomosyon pou gouvènman an k ap travay.Opòtinis yo p ap janm chanje figi. Se sa li ye menm pou Nyoutonn

Salnav : Se yon ekip destabilizatè e devastatè ki monte sou yon bwat katon e yo tonbe sou dèyè pou kase ren yo sèk. Mannèv yo tanmen depi 14 me 2011 lan pa gen fondman e se sa ki, jodi a, fè echek yo. Tout moun konstate ke opozan yo echwe pou touttan paske yo tout pa gen okenn vizyon pou yo rive nan nivo administrasyon sila. Yo di sesi-sela pou n ta leve kont gouvènman popilè a ke pèp la eli 7 fevriye 2011 pou mande tout rekalsitran rete lwen paske se Mateli yo vle kòm youn nan pitit li ki gen karaktè ak konviksyon pou ede lòt yo. Moun sa yo pa pral okenn kote.

Wili : Wi, li fè kont jefò l pou bagay yo al byen malgre movèz fwa bann palmantè ke yo te nonmen pou vin fè dezòd avèk yon bann fo lidè ke n te bay kanè kòm kreten e enkredil. Si yo konprann y ap mete Mateli atè pou yo kontinye dezòd yo a nan lakou peyi a, yo nan tout sa k pa bon. Woulo konpresè a ap desann pou konprese tout. Nou di yo Pinga yo pran chans paske l ap mal pou yo. Tout konplo ke yo drese pou jete Mateli/Lamòt toujou devye paske entèlijans la ap travay. Nou gen dwa sòt tout bon, men nou gen lespri pase anpil nan yo ki idantifye kòm panzouyis. Tout panzouyis yo ki kanpe ankwa pou enpoze peyi a rete sou ray devlòpman li pa gen okenn respè pou lalwa. Alò, si jodi a y ap aji konsa, lè yo ta rive pran mayèt la si yo gen chans, se t ap rèy mechan yo nan peyi a. Malgre yo deyò ap jape, y ap aji konsa. Pita pi tris paske moun sa yo se gate pati ki non yo. N ap kontinye swiv yo pou yo pa vin fè okenn derapaj.

Salnav : Gen yon maten, n ap leve pou n fè apèl jeneral la, anpil nan yo ap absan, paske yo fè twòp bagay lèd e pa merite nan sen nou. Yo gen pou yo mòde gwo pous yo si yo la toujou, paske atake pitit Bondye nan travay li se kòm si w pran yon kouto pou touye tèt ou nan zak swisid oubyen al konble lanmè wòch. Si n ta pran pale de reyalizason gouvènman sa a pandan 3 zan li a, se plewonas nou ta fè. Nou byen jan nou ye la a e nou pa bezwen tounen dèyè pou rekòmanse.

Wili : Nou pa gen dwa bliye zak malonnèt gouvènman ki te eli sou konstitisyon an an 1990 e ki te pran pouvwa a 7 fevriye 1991. Li pase plis ke 20 tan sou pouvya a e se nad marinad. Yo te pran pouvwa tankou yon boul pou yo t ap fè pas. Nou tout te okouran ke gouvèman Papa Dòk Franswa Divalye te yon gouvèman totalitè e ki te gen yon diktati sovaj e fewòs tou. Men si l te ranplase pa yon gouvènman popilè pou chanjman total-kapital, pa t dwe gen vanjans ak vyolans ki te ankadre l. Lidè a te mande patizan l yo pou bay lòt yo sa yo te merite jis pou rive nan Pè Lebren.

Salnav : Nou pa gen dwa bliye tout konpatriyòt inosan ki viktim pou granmesi nan konplo oubyen nan fotemwayaj pou di ke moun sa yo te atake sekirite Leta. Nou p ap site non viktim yo paske lis la long anpil. Men nou sonje tout sila yo ki ale viv nan peyi san chapo.

Wili : Nou pa gen dwa bliye lajan ke Tayiwann te voye pou peyi a ki t ale dwat nan kanè Lafanmi se Lavi. Pa gen moun ki te ban nou rapò sou sa. Men gouvènman ki t ap travay pou pèp la pandan l ap kase kou l.

Salnav : Nou pa gen dwa bliye lajan Voye Ayiti Monte a, « *VOAM* », ki te pran direksyon bank lidè a ak akolit li yo. Pa janm gen rapò sou sa jouk jounen jodi a. Yon jou tout detay sa yo ap tonbe sou tapi blan an.

Wili : Nou pa gen dwa janm bliye lajan kooperativ yo non plis, ki te fè fon nan dlo Lavalas la ke nou pa janm gen yon vrè eksplikasyon pandan ke lidè a ap viv an gran Nèg e l bliye malere yo. Men blofè a ki t ap kaponnen nou pou yo te vin rich.

Salnav : Nou pa fouti bliye tout lajan ki depanse nan «*Tì pwojè prezidans* » pou te mete mago nan pòch pwòch ak zanmi lidè a. Pa gen moun ki leve ti dwèt yo pou denonse komedi trajik sa a ki touye n frèt ak sezisman. Tout vòlè se vòlè nan sans pwòp mo a. Nou p ap janm bliye lajan Petwo Karibe ke gouvènman Chavès la te bay peyi a e ki te fè fon nan pòch zotobre Inite yo. Wi, nou p ap janm bliye sa menm. Aba volè1

Wili : Jodi a si nou vle fè yon konparezon valab, nou tout ki konsyan kapab konstate tenèb te anvayi peyi a depi 7 fevriye 1986 pou rive 13 me 2011. Se apati 14 me 2011 pou rive jounen jodi a ke jou a briye e ke tout moun kapab wè reyalite a san pasyon e san egzajerasyon, malgre mannèv magouyè yo pou destabilize peyi a. Lèse denigrè yo kontinye ap bay manti jan yo vle, yo tout pèdi nan toubiyon malonnèt pou yo echwe.

Salnav : Se sa y ap eseye fè pou mete nou nan ka. Moun sa yo ke nou wè la a pa patriyòt sensè, men yon bann patripòch ki konprann yo kapab ranje kò yo pou yo pran woulib tankou yo abitye fè. Lavalas pa ladann.

Wili :

Pèp ayisyen !

Moman an rive pou n chanje karaktè, sèl mwayen pou n fè bon jan pwogrè nan ede peyi nou, Ayiti cheri. Nou dwe veye tout vagabon yo !

Se pou nou tout fè jefò pou n respekte lwa ak prensip yo pou sa gen yon ekilib. Pa gen nou youn ki gen dwa leve tèt li kont lalwa. Se pou nou tout mete nan tèt nou ke manm gouvènman yo pa lennmi nou, men konpatriyòt nou ki gen yon obligasyon pou yo travay ak nou nan enterè peyi a. Se devwa nou pou nou kolabore e menm revandike dwa nou nan yon disiplin moun sivilize e non pa avèk awogans. Se sa k ap penmèt devlopman an pran wout li pou yon amelyorasyon rantab e dirab.

Lè yon moun vle revandike pou yon bagay li kwè ki reyèlman pa bon, premyèman, fò moun sa a gen solisyon pou pwoblèm nan anvan li eseye pran lari. Epi tou, li t ap fè plis sans si w pataje ide w ak gouvènman an anvan ou kritike l. Ayisyen pa mechan pou otan ! Se linyon an pou n aplike nan tout sans. Avan tou, gouvènman sa a prepare pou li tande opinyon tout moun depi w vle ba li l nan lòd ak disiplin. Sa se yon bèl bagay pou nou tout natif-natal. Yo echwe nan tout sa y ap fè. Linite fini nètale nan sans sa.

Salnav : Tapaj pa janm pote bon rezilta. Nou pa dwe kontinye nan kraze-brize ni nan retire-ranplase ki toujou lage n nan tèt chaje, nan rekòmanse pou nou rete ap patinen.

Opozisyon se yon dwa sakre ki penmèt evolisyon si moun k ap fè l la swiv prensip nòmal yo. Kritike tout sa k pa bon yo e pote solisyon efikas e ideyal la se sa ki konte e fè pwa nan balans lan. Politik patizan pa janm gen siksè, paske l rann senpatizan an avèg. Nou dwe konpòte nou byen e chanje fizi nou zèpòl pou solidarite a ka djanm defason pou n rebati lakay san ipokrizi e san demagoji.

Wili : Pifò nan denmèplè yo tonbe ap kriye, paske yo vle patisipe nan gato a. Tout pwoblèm ki gen la a se paske se pa yo menm ki la pou fè kesyon an paske se la pou yo pase pou yo vin milyonè. Nèg yo mechan tout bon vre. Anpil machwè gen pou degonfle paske :

« *Tout moun ladann*

Kounye a tout vye pawòl anpil
Nan moman tèlman difisil,
Pral fè moun sispann pran lari
Pou evite tout koze kredi.
Twò prese pa fè jou louvri
Se youn tou, nan lwa lanati
Se kolaborasyon ki tout
E non pa aji nan sans doubout
Pasyans se kle pou gen pwogrè
Ki makonnen avèk siksè
Ti bebe kriye pou tete
Politisyen toujou prese
Sa y ap regle, pèsonn pa konnen
Yo toujou mande mete men
Poutan yo refize tande
Pou yo ta rive reyalize.
Preparasyon se gwo pwoblèm
Ki toujou mete yo nan dilèm.
Yo youn pa janm vle òganize
Yo konprann yo ka gouvène.
Gato a la pou tout moun ki vle
Separasyon byen kontwole.
Si se nan dezòd ou pi fò
Plas ou pa lòt kote, deyò.
Pou ka gade bon jan travay
K ap pou nou tout yon bon bagay ».

Salvav : Monchè, tankou moun yo di nan lang franse : « *Tout est dit* ». Ou di tout bagay la nan pwezi a.

Wili : N ap travay avèk yo paske n konn valè nou. Se bagay yo kapab wè ke tout kote yo pase, yo pedi paske twou manti pa janm fon. Tout moun deja konstate se yon kesyon enterè k ap defann e non pa kesyon peyi Dayiti ki reyèlman pa gen chans. Yo vle *« tout pou yo e anyen pou lòt yo* ». Chak kan ap defann zo yo paske se: « *Chak koukou klere pou ja w* ». Nou gen pou n wè bann mechan yo ki tounen yon kansè pou peyi a e pou tout moun konsyan.

Salnav : Nou antrave avèk bann devoran yo ki refize konprann se pa yo menm sèl ki Ayisyen e ki gen enterè yo nan peyi a tou. Se pou yo tout konprann chimen yo pran an pa yon bon chimen k ap mennen yo nan wout viktwa ak tout sa k bon, men nan wout pèdi avèk regrè. Epi tou ! Fòk mesye-dam yo konprann yo pa fouti fè sa yo vle nan peyi a e fè fo temwayaj. Gen anpil ki viktim de mansonj ak demagoji nan di sa k pa laverite. Pèp la pran tout nòt pou l kapab fè apèl la byen lè moman an rive. Kote entèl, entèl ? Li absan !

Wili : Yo menm pa gen dwa chanje si n pa ba yo tout yon leson sajès ak konpreyansyon. Malgre zo yo fin di e kòn nan tèt yo prèt pou rache, n ap ofri yo tout pou rantre nan yo menm pou yo kapab wè reyalite a byen klè douvan je yo. Yo janm fè pepinyè paske yo nan tenten pou tout lavi yo. Se pou n siveye tout setrateji bann demon yo :

« *Nou pa dwe rete ap dòmi*

Peyi Dayiti angaje
Li nan wout pou l ta trepase
Mwen ta mechan si m ta mande
Ki jan nou te pran libète
Kòm si dire zansèt nou yo
Pat fè anyen pou monte yo wo
Yo te kase chenn nan pye n
Se kòm si m wè sa anbete n
Yo te mande n pou n fè linyon
Nou menm nou vle met dezinyon
Yo te di :"Linyon fè Lafòs"
Pou sa ta fèt, fò ou se bòs.
Kouman w vle pou w kòmande
Lè w pa konnen menm jebede
Zafèk gade w si w gen lajan
Mwen pa kwè nan foure men pran
Mwen pa janm wè w nan Bisantnè
Mwen pa fouti di w se volè
Eskize m si dlo frèt la mouye w
Pou pa di m se bon soufnantchou
Mwen ta renmen ede w wè klè
Pou biskèt ou pa fè zègrè.
Gen sa ki vle fè lapè reye
Gen sa ki vle latè tranble
Anyen pa p janm kapab anrèg
Depi nan Ginen, Nèg kont Nèg
Si nou tout keyi yon grenn lanmou
Mete l tranpe pou jis li jou
Tout mount a kontan bwè ti gout
Lè yo pare pou pran lawout
Lanmou ta jèmen nan kè yo
Yo ta va renmen pwochen yo
Si nou panse ak sa dabò
Nou kapab vin fè bon akò
Pa bezwen janbe lantouray
Pou n tonbe fè kont deblozay
Pou nou rezoud pwoblèm lakay
Pandan mas pèp la ap pase tray
Pi gran pwoblèm ki ka genyen
Youn ki pa pran lòt pou ryen
Paske mwen fèt nan Pòtoprens
Mwen pa vle wè ti nèg pwovens
Divizyon sa a, se nou k kreye l
Mwen di : "Li lè pou nou jete l"
Tout moun se moun, tout moun pa menm
Devan Bondye kòz nou se menm
Se pa 10 an, se pa 20 tan
Se pa batiman blan mannan
210 zan ke nou deja genyen
Depi n ap viv kon zariyen
Nou pa monte, nou pa desann
N ap pede pise nan kabann
Se pa mete nat nan solèy
Pou pinèz kapab fè mèvèy
Leve dèyè n, ba l 2 tap
Pou vye tab nou ka jwenn yon nap
Gade ! Tout moun egal ego
Nou tout kouvri ak menm drapo ».

Salnav : Se sa nèt, Wili ! Lè w tande y ap radote konsa, se dlo pou yo vide sou tèt yo, paske yo pran pwen pou yo ranse e pou yo kimen tou. Jodi a se pou nou lage mayèt la nan men jèn yo pou yo sa pran responsabilite yo pou chanje faz bagay yo, paske nou gen yon obligasyon pou nou kenbe libète nou ke zansèt nou yo te kite pou nou nan yon linyon fè lafòs. Se bagay sa a, malandren yo pa vle nan lakou peyi Dayiti. Yo prefere ap mete divizyon nan sen sosyete a. Se pou yo bay talon yo pou yo pa regrèt aprè. Se pou nou tout fè yon sèl pou nou pare tout kou e mete tout vwayou sa yo deyò. Nou pa bezwen bann malfektè sa yo ki toujou la pou mete pwav ak pwa grate nan sen nou pou bagay yo vin pi agrave. Divizyon an se sa yo tout vle. Li lè pou bann rapya yo bay peyi a chans e pran konsyans tou pou sa rejwi.

Wili : Si yo konpran y ap fè demagoji pou yo mete latwoublab nan peyi a, van toubiyon ap pase pote yo tout ale. Se pou nou tout vyeatif pou nou pa pran nan kou pa konprann. Nou te konstate tout bagay sa yo se tenten y ap fè pou bwouye tout sa k ap fèt. Ann nou pran konsyans pou nou wè si nou kapab fè peyi a dekole; Ayiti ap soti nan ma labou li ye a. Ayiti dabò, souple ! Nou pa bezwen pèp pou n met men nan travay pou devlopman peyi a. Se pou nou pa pran nan kaponay. Nou kwè ke yo pa gen anyen nan men yo. Depi ki lè bwa mayi te kapab pote pye mapou ? Se pou malonnèt yo bay Ayiti yon chans e vin nan kan Mateli ak Lamot.

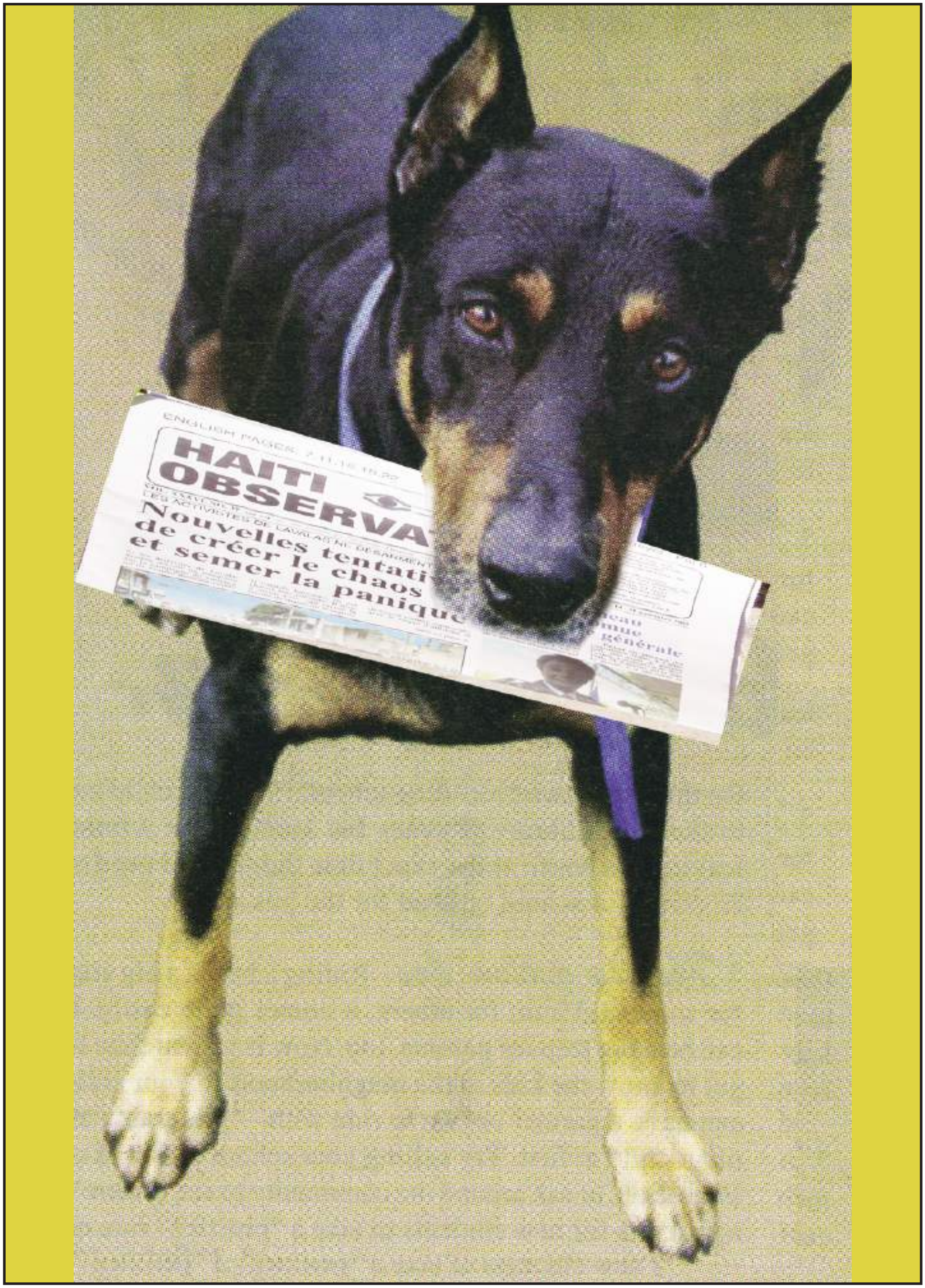
« *Sa va fini*
Sa va fini
Vye frè !
Sa va fini !
Sa va fini
Sa va fini
Vye sè !
Sa va fini !
Yo met sote ponpe
Peyi a pa p kraze
Toutotan pitit li la.
O se sa menm !
Se travay n ap travay ! »

Salnav : Sa gen pou l fini nèt nan peyi zansèt nou yo ki reyèlman pa merite tretman sa a ke nou pote pou yo. Demen, nou tout ki ka gen chans pou n la, va kontan mouvman devlòpman an k ap penmèt lòt jenerasyon yo kontinye e non pa krazebrize.

Wili : Tout lidè enkonpetan ki bliye lwa siksesyon an nan domèn eleksyon nan peyi Dayiti, n ap fè yo tout konnen ke panzou pa alamòd lakay ankò, se pran san w pou w byen prepare, paske se peryòd 5 an an ki alamòd nan tan sa a. Sa vle di si yon prezidan monte pou 5 an, li dwe fè tan li san wete, san mete. Fòk bagay lwijanboje nan lakou peyi Dayiti fini tout bon e tout lidè chimerik yo dwe pran leson pou yo sispann kreye divizyon nan sen nou. Si yo pa vle konprann reyalite a k ap bon pou tout moun, na va ba yo yon leson k ap elimine yo nètale. Nou konprann yo gen yon mache prese nan san yo pou yo pran pouvwa a nan nenpòt sikonstans, n ap fè yo tout konnen : « *Twò prese pa janm fè jou louvri* ».

Jan Bèbè

Journal du 28 mai - 4 juin 2014 :HO 5/28/14 5:28 AM Page 15



Journal du 28 mai - 4 juin 2014 :HO 5/28/14 5:28 AM Page 16

ARTS & SPECTACLES

L'Original Shleu Shleu : Un retour longtemps attendu sur la scène musicale

Par Robert Noël

Les vrais talents transcendent le temps. En musique, plus on avance en âge, mieux on comprend les concepts de cet art. « *Vingt fois sur le métier, remettez votre ouvrage, polissez-le sans cesse et le repolissez* », nous dit Boileau. Cette maxime s'adapte bien aux musiciens, membres originaux des Shleu Shleu (Original Shleu Shleu), qui, pendant plus de deux ans, ont consacré tout leur temps aux séances de répétitions intensives pour peaufiner leur travail.

Cette formation musicale a marqué des générations et avait fait la fierté d'Haïti. Sa musique a plu aux riches comme aux pauvres. Après l'audition de leurs anciennes et nouvelles chansons, on se rend compte que ces musiciens n'ont pas vieilli. Ils donnent l'impression que le temps s'est arrêté. D'ailleurs, l'homme ne vieillit pas. Il change plutôt avec le temps.

Les Shleu Shleu, de gauche à droite : Milo Toussaint, Serge Rosenthal, Léon Milien, Clovis Saint-Louis, Franky Jean-Baptiste.

L'Original Shleu Shleu d'hier et d'aujourd'hui

Le groupe « Les Shleu Shleu » a été à l'avant-garde du mouvement et de l'éclosion du mini-jazz. Ce n'est pas sans raison qu'on les nomme les pionniers. Ces musiciens continuent encore sur la même lancée, mais avec beaucoup plus de prudence et d'assurance. Ils ont innové leur style, tout en conservant l'essence pure du compas direct. Aujourd'hui, Shleu Shleu utilise deux saxophones et trois guitares. En fait, cette innovation plaira aux vrais connaisseurs de musique. Aujourd'hui, ces artistes embrassent tous les genres musicaux et ainsi marquent la différence. C'est un fait qui va certainement inspirer les groupes musicaux d'aujourd'hui. Ils ressuscitent les boléros puisque les formations musicales d'aujourd'hui ne les jouent plus.

Avec Shleu Shleu, le saxophone était devenu l'instrument prédominant. Le maestro Nemours Jean-Baptiste se disait fier de ces jeunes artistes, à cause de leur créativité et de leur apport à la musique dansante haïtienne. Il aimait surtout le fait que ce groupe utilise un seul saxophone et joue un compas direct pur, comme il l'avait conçu. Il faut dire que le maestro de l'Ensemble Nemours Jean-Baptiste a permis l'émergence de cette formation musicale. Le groupe « Les Shleu Shleu » a servi de modèle à d'autres formations musicales. Le titre de mini-jazz est venu de Nemours Jean-Baptiste, à cause du nombre réduit des musiciens. Ces artistes continuent à créer. On ne peut oublier les chansons à succès des Shleu Shleu, telles que « *Dans la vie* », « *Maille* », « *Solange* », « *Haïti terre de soleil* », « *Boutilliers* », « *St Valentin* », « *Grille ta cigarette* », « *Minuit sonnen* », « *4 Saisons* », « *Mambo Sentimental* », « *Cérémonie loâ* », « *Feuilles* », « *Sept jours de la semaine* », « *Vacances* », « *Cœur ma p kenbe* », pour ne citer que celles-là.

Les textes des chansons sont de pures poésies musicales. Quand on écoute *Boutilliers*, on se sent vraiment en excursion plus près des étoiles avec Les Shleu Shleu. C'est comme l'œuvre d'un peintre contemporain qui nous place au jardin de la réalité. *Maille* décrit la beauté resplendissante de la femme haïtienne, dotée de la beauté de l'aurore et de l'éclat du soleil, qui lui permet de défier le temps. Que dire de *St Valentin* qui traduit la joie des amoureux le 14 février, jour de la fête de St Valentin. *Mambo Sentimental* est une excellente musique instrumentale. Le silence est aussi musique. Une musique sans parole exprime aussi une idée précise, et nous plonge toujours dans une méditation profonde. *Haïti terre de soleil* demeure un *magnum opus,* c'est-à-dire un chef-d'œuvre artistique que le passage du temps ne peut ni salir, ni pâlir. On devrait diffuser cette chanson pour accueillir les touristes qui débarquent à l'aéroport international d'Haïti. Car elle décrit la beauté de notre cher pays.

Les lignes mélodiques de Serge Rosenthal à la guitare mettent en évidence sa discipline professionnelle, sa simplicité de style et sa maîtrise de l'instrument. Milo Toussaint le supporte toujours à travers ses excursions musicales, même quand il improvise. Léon Milien le guide dans ses brèves randonnées, marquant les points forts et faibles lui permettant de bien s'exprimer musicalement. Edward Richard demeure un guitariste tout-terrain., qui maîtrise tous les styles. Du temps de l'Original Shleu Shleu, la musique digitale/la techno musique n'existait pas, ou bien on était musicien ou on ne l'était pas.

Honneur et respect aux grands talents

Francky Jean-Baptiste, Clovis Saint-louis, Smith Jean-Baptiste et Léon Milien représentaient la charpente solide du Shleu Shleu Original. Quand on les regardait jouer ou en écoutant leurs disques, on se rendait compte que l'orchestre avait pas une colonne vertébrale solide, considérant l'harmonie qui existait entre eux. Les voix de Hans Chérubin (gros Bébé) et de Jean-Claude Pierre Charles (Peddy) permettent d'identifier cette formation musicale. À deux, ils représentent le Trademark — la marque déposée — de l'Original Shleu Shleu

On ne peut oublier Tony Moïse qui a su charmer le monde avec son saxophone, à travers des pièces musicales bien inspirées. L'on se demande où il avait puisé son inspiration ? Tony Moïse était un chercheur qui partait toujours à la découverte pour trouver les éléments nécessaires que Shleu Shleu mettait à contribution pour émerveiller les mélomanes. Quand on écoute le sax de Tony Moïse, c'est comme Fausto Papetti jouant au compas direct. On ressent aussi les couleurs musicales du grand maestro Wébert Sicot à travers le sax de Tony Moïse. Cela requiert une intelligence des plus extraordinaires pour agencer ces deux styles sans altérer l'essence compas direct. C'est bien une forme d'hybridation musicale. Le principe d'hybridation musicale consiste à retenir la section rythmique compas direct tout en ayant soin d'ajouter des couleurs tonales variées qui peuvent être appréciées par des gens de différentes cultures.

Tony Moïse est parti avec son talent, mais il nous a laissés des souvenirs inoubliables à travers ses œuvres. Le temps ne pourra jamais nous les voler. Tony avait fait école, ayant inspiré des saxophonistes d'ici et d'ailleurs.

Il faut aussi mentionner qu'il y a eu quatre générations des Shleu Shleu. Tony avait toujours dit que Gérard Elie est le seul saxophoniste qui pourrait le remplacer à cause de la similarité de leurs styles. Sans vouloir pratiquer la nécromancie, je veux dire à Tony Moïse que le rêve qu'il avait longtemps caressé s'est concrétisé. Le groupe Original Shleu Shleu a repris force et vigueur. Et Gérard Élie devient le saxophoniste attitré de l'orchestre. Tony Moïse avait toujours voulu placer ce saxophoniste à ses côtés pour jouer en duo. Repose en paix, Tony, l'Original Shleu Shleu est en de bonnes mains !

Quand on fait un tour d'horizon de l'industrie musicale haïtienne (la HMI), on remarque que le saxophone est un instrument en voie de disparition dans le monde du compas direct. L'Original Shleu Shleu tient encore à sa tradition et veut prouver l'importance de cet instrument dans le compas direct. On aura l'opportunité de redécouvrir les musiciens de l'Original Shleu Shleu, tels que Serge Rosenthal à la guitare, Milo Toussaint à la deuxième guitare, Edward Richard à la guitare, Léon Milien à la basse, Francky Jean-Baptiste au tombasse (gong), Clovis Saint-Louis au tambour, Renand Thybulle à la batterie, Gérard Élie au saxophone, Hans Chérubin (Gros Bébé) et Jean-Claude Pierre-Charles (Peddy) chanteurs.

robertnoël22@yahoo.com